

AVANT- PROPOS

Pour son 44^{ème} numéro, *China Analysis* propose à ses lecteurs un dossier sur l'art et la culture en Chine. Le domaine est immense, et les quatre angles très différents sous lesquels nous l'abordons sont tous d'une grande actualité.

Tanguy Lepesant ouvre ce numéro par un article qui expose les opinions (tranchées) des commentateurs taiwanais sur le récent traité d'investissement conclu entre la République Populaire et Taiwan dans 64 secteurs de services, et notamment le domaine culturel. Alors que le *Business Weekly* s'appuie sur la théorie libérale pour affirmer que l'accord générera *in fine* plus d'emplois, d'échanges et de bénéfices que d'inconvénients, les autres auteurs s'inquiètent de cette ouverture sauvage, et craignent que Taiwan n'ait pas les moyens de se prémunir contre la compétition chinoise.

L'article de François Quirier rassemble une série de réactions chinoises à l'attribution du Prix Nobel de littérature à Mo Yan. Alors que le style de ce dernier est sujet à controverse, aucun des auteurs ne remet radicalement en cause la portée culturelle de son œuvre. C'est donc surtout sur l'inactivité politique de l'auteur chinois que les critiques se concentrent. Se doit-on de défendre la liberté d'expression quand on est un auteur au succès international ?

Le marché de l'art chinois a connu une croissance fulgurante au cours de la dernière décennie, nous expliquent Li Dong et Liu Yang, cités par Flora Lichaa, et la Chine occupait en 2011 la première place sur le marché mondial de l'art. Mais ce statut pourrait être remis en cause par les profonds dysfonctionnements de ce jeune marché : faute de régulation stricte et de lutte contre la contrefaçon et la spéculation, les investisseurs se tournent à nouveau vers les marchés européens, plus

encadrés et règlementés.

Enfin, Cheng Gong et Liu Keyou reviennent sur le phénomène Peng Liyuan, autrement la première dame de Chine, chanteuse à succès. Toutes les sources présentées sont dithyrambiques : elles vantent la beauté de la Première dame, son profil hors du commun, sa dévotion patriotique, mais aussi les perspectives qu'elle ouvre en termes de diplomatie et de soft power. Cette figure « douce » et « élégante » saura-t-elle redonner à la population confiance en sa classe dirigeante ? Par ailleurs, pourra-t-elle redorer l'image du leadership chinois à l'étranger ?

Les quatre articles de notre section « Repères » reviennent ensuite sur plusieurs thèmes de l'actualité chinoise de ces derniers mois.

L'ordre public dans ses aspects les plus contestables génère un marché à Pékin. Comme nous l'expliquent les auteurs cités par Hugo Winckler, des sociétés y prospèrent en se spécialisant dans l'interception des pétitionnaires venus de province. Ces entreprises vont jusqu'à développer de véritables « prisons noires » et user de moyens parfaitement illégaux, mais tolérés dans une certaine mesure par les autorités publiques. Notons que c'est une fois de plus le *Nanfeng Zhoumo* qui tire la sonnette d'alarme concernant cette véritable industrie clandestine.

L'article de Marc Julienne présente de façon synthétique la grande contradiction du Xinjiang : Alors que la région connaît l'un des taux de croissance les plus élevés du pays, et attire des investissements massifs pour financer son rattrapage économique, les tensions ethniques y sont plus fortes que jamais. Comment prévenir des effusions de sang futures ? Le pouvoir fait-il face à des terroristes ou à des criminels de droit commun ? Quelle autre solution que le

développement économique pour ramener à la paix cette région gigantesque et hautement stratégique ? Les solutions proposées par les auteurs sont essentiellement répressives.

La croissance chinoise est en berne (relative), lit-on dans les journaux chinois et internationaux. Ce ralentissement économique est-il à l'origine du chômage croissant des jeunes diplômés ? Où doit-on blâmer les politiques publiques encourageant l'élargissement rapide du recrutement des universités ? Les journalistes de *Caijing*, cités par Agatha Kratz, vont contre le pessimisme ambiant, et affirment qu'il existe en Chine assez d'emplois pour tous les jeunes étudiants, mais que le gouvernement doit pour assurer le plein emploi des jeunes s'appuyer davantage sur la croissance de ses industries à forte valeur ajoutée.

Camille Boullenois revient au travers de plusieurs articles sur le récent séisme de Ya'an (Sichuan). Les auteurs mettent en avant les grands progrès réalisés depuis le terrible séisme de 2008, à Wenchuan : réaction plus rapide des autorités, amélioration du système d'information, secours plus adéquats, etc. Mais nombre d'entre eux regrettent que n'aient pas été mises en place plus de mesures préventives dans cette zone à haut risque : constructions antisismiques, développement des infrastructures de transport et d'accès aux zones isolées, système d'alerte précoce, etc. La grande nouveauté, cependant, reste l'intervention réussie de membres de la société civile, et notamment d'organisations non gouvernementales.

Enfin, notre section « Décalage » regroupe deux regards chinois sur l'étranger.

Le premier, par Jean-François Di Meglio, nous présente une vision chinoise du modèle de développement de Singapour. Wang Jiangyu vante les succès économiques de la ville Etat, mais nous rappelle que le modèle de

Singapour ne peut être appliqué en l'état à la Chine. On lit en filigrane de cette analyse des appels discrets à la réforme politique en République Populaire.

Le second article, de Martina Bassan, synthétise une longue analyse de Sun Degang, du SIIIS (Shanghai Institute of International Studies), sur la capacité inédite de la Chine pour une « diplomatie de médiation » au Moyen-Orient. La forme de cette diplomatie dépend d'une série de facteurs : le niveau des intérêts chinois dans la région, la capacité d'influence chinoise, le niveau d'attention de la communauté internationale, et la difficulté de résolution des conflits. Selon le niveau de ces différents facteurs, la Chine peut envisager l'une des attitudes suivantes : un engagement profond, une participation proactive, un arbitrage limité, ou un détachement total.

FRANÇOIS GODEMENT ET AGATHA KRATZ

Notre équipe a profité de l'été pour traiter le thème de la culture en Chine. Que nos quatre auteurs en soient remerciés, au fur et à mesure des lectures de la presse chinoise et taiwanaise, ce numéro s'est révélé d'une grande technicité.

En effet, il aborde des thèmes aussi cruciaux que :

L'impact potentiel d'un accord d'investissement sur l'industrie culturelle d'un pays – Tanguy Lepesant présente les réactions taiwanaises à l'ouverture du marché des services (culturels notamment) taiwanais aux investissements en provenance de Chine continentale.

DOSSIER : ART ET CULTURE EN CHINE

L'influence des règles de propriété intellectuelle sur le dynamisme d'un marché de l'art – Flora Lichaa nous explique pourquoi, après une période de forte croissance du marché de l'art chinois, certains investisseurs privilégient désormais le marché européen.

Le débat sur la nécessité pour un écrivain de renom de défendre la liberté d'expression – François Quirier relaie les interrogations chinoises : Mo Yan mérite-t-il son prix Nobel compte tenu de son manque d'engagement politique ?

L'influence diplomatique potentielle d'une Première dame – Peng Liyuan, qui se trouve être une artiste –

réconciliera-t-elle l'opinion internationale et domestique avec les dirigeants chinois (Cheng Gong et Liu Keyou) ?

Ce sont de nombreuses facettes du monde culturel et artistique chinois qui sont ainsi abordées : le soft power chinois, la créativité industrielle, la difficile coexistence entre production culturelle et répression étatique, les problématiques de propriété intellectuelle, les relations culturelles internationales.

AGATHA KRATZ

commerce des services, une menace pour l'économie qui doit être écartée », *Ziyou shibao - Liberty Times*, 1^{er} juillet 2013.

1. L'ouverture des services aux investissements réciproques : quel impact pour les échanges culturels entre les deux rives ?

TANGUY LE PESANT

SOURCES :

- Wu Mei-hui et Yang Shao-chiang¹, « Mon patron pourrait-il devenir chinois ? Comprendre l'accord sur le commerce des services entre les deux rives du détroit », *Shangye zhoukan - Business Weekly* (dossier spécial), n° 1 336, juillet 2013, pp. 57-62.

- Rex How (Hao Ming-yi)², « L'accord sur le commerce des services entre les deux rives du détroit : ce que je vois et ce en quoi je crois », *Tianxia zazhi - CommonWealth*, 10 juillet 2013.

- Éditorial, « Le secteur des services taiwanais a été totalement mis en vente », *Ziyou shibao - Liberty Times*, 6 juillet 2013.

- Jang Show-ling³, « L'accord sur le

L'Accord sur le commerce des services entre les deux rives (兩岸服務貿易協議, *liang'an fuwu maoyi xieyi*) signé le 21 juin par les organismes paragouvernementaux en charge des négociations entre Taipei et Pékin a immédiatement soulevé une vague de protestations et de critiques à Taïwan, y compris dans les cercles proches du gouvernement. De nombreux éditeurs et cinéastes taiwanais se sont notamment mobilisés pour défendre leurs secteurs d'activité et s'opposer à cet accord qui pourrait, selon eux, mettre en péril des pans entiers de l'économie taiwanaise et devrait avoir un impact non négligeable sur les échanges culturels entre les deux rives.

Après un bref passage en revue de ces critiques, le *Business Weekly* reprend les arguments mis en avant par le gouvernement pour défendre l'accord du point de vue des bénéfiques qu'il apportera à Taïwan. Les articles de ce dossier spécial cherchent à montrer que, contrairement à ce que prétendent ses détracteurs, l'accord n'est pas un « bonbon empoisonné » (包著糖衣的毒藥, *baozhu tangyi de duyao*). Les Taïwanais ne doivent pas s'arrêter aux problèmes sectoriels qu'il pourrait engendrer, mais plutôt considérer les retombées positives dans leur ensemble. L'hebdomadaire appuie sa position sur la vulgate libérale : en ouvrant 64 secteurs d'activités aux investisseurs chinois (finance, tourisme, hôtellerie, santé, imprimerie, industrie cinématographique, coiffure, etc.), l'accord sur les services permettra d'intensifier la compétition à Taïwan dans ces domaines, ce qui débouchera sur une offre de services plus abondante, moins coûteuse et de meilleure qualité. Les consommateurs seront donc

d'économie de l'université nationale de Taïwan (Taida), à Taipei.

¹ Tous deux journalistes pour *Shangye zhoukan - Business Weekly*.

² Hao Ming-yi (Rex How) est l'une des personnalités les plus influentes du monde de l'édition taiwanaise. Il dirige la maison d'édition Locus Publishing (大塊文化, *dakuai wenhua*).

³ Jang Show-ling est directrice du département

gagnants quel que soit le secteur envisagé. Il est intéressant de noter que la typologie mise en place par le ministère de l'Économie, et reproduite dans le dossier, classe ce qui pourrait être considéré comme des biens culturels (livre, cinéma, musique) dans la catégorie « divertissement », au même titre que les jeux en ligne ou les parcs à thème. Le *Business Weekly* aborde également ces biens sous un angle purement économique, en tant que biens de consommation non différenciés. Aucune forme « d'exception culturelle » n'entre ici en ligne de compte.

Par ailleurs, l'hebdomadaire souligne que l'arrivée de la concurrence chinoise à Taiwan ne doit pas être perçue comme une menace, pour deux raisons. Premièrement, les consommateurs taiwanais auront toujours le dernier mot. Les entreprises venues du continent devront donc s'adapter aux conditions du marché taiwanais et elles ne remporteront pas toutes nécessairement un succès tel que leurs concurrentes taiwanaises seront évincées des secteurs ouverts par l'accord. Le magazine cite en exemple les échecs de deux chaînes chinoises de restaurants qui ont tenté de s'implanter récemment à Taiwan (譚魚頭, *Tányutou* et 小肥羊, *Xiaofeiayang*). Deuxièmement, l'arrivée d'entreprises chinoises engendrera une augmentation des offres d'emploi qui conduira mécaniquement à un accroissement des salaires.

Le *Business Weekly* s'arrête ensuite sur l'impact culturel de l'accord. Selon lui, les inquiétudes formulées par les opposants qui craignent une disparition de la culture taiwanaise ne sont pas fondées. Tout d'abord parce que le gouvernement de Ma Ying-jeou a pris soin de protéger les points névralgiques de la production culturelle taiwanaise, tel que l'édition qui n'a pas été incluse dans l'accord. Ensuite parce que les industries culturelles de Taiwan et de Chine collaborent déjà depuis

longtemps. Prenant l'exemple du cinéma, l'hebdomadaire cite la productrice de films Yeh Ju-feng (葉如芬), qui rappelle que les deux rives tournent ensemble depuis des années et que l'accord ne fait qu'entériner des coopérations existantes tout en offrant au cinéma taiwanais la possibilité de franchir le détroit et d'élargir son marché.

Jang Show-ling se montre beaucoup plus critique. Selon elle, le gouvernement ne comprend pas la situation économique de Taiwan et manque totalement de discernement car il a négocié un accord global sur les services en appliquant le même raisonnement libéral à des secteurs pourtant très différents. Il a aussi commis une grave erreur en négociant dans l'ombre, sans donner d'explications à la population, ni consulter les experts des domaines concernés par l'accord. Les conséquences pourraient être dévastatrices pour Taiwan. Jang Show-ling estime même que les négociateurs de l'administration Ma sont tombés dans un piège tendu par les autorités chinoises. En effet, ces dernières ont ouvert des secteurs (80 secteurs au total ouverts aux investissements taiwanais) dans lesquels la Chine a besoin d'un transfert d'expertise, de compétences et de savoir-faire. C'est pour cela que l'accord oblige les entreprises taiwanaises qui voudraient investir en Chine dans les secteurs couverts par l'accord à le faire dans le cadre de co-entreprises avec des partenaires chinois. Pour l'économiste, cela forcera les investisseurs taiwanais à partager avec les entreprises chinoises leurs savoir-faire techniques, mais aussi les droits de propriété intellectuelle, avec le risque de s'en voir dépouiller.

Jang Show-ling distingue trois autres risques majeurs pour la société taiwanaise. Tout d'abord, en ouvrant la porte aux investisseurs chinois, l'accord leur offre la possibilité de prendre le contrôle de la production de contenus dans les domaines de la culture et

des médias. Ensuite, il va entraîner un afflux de travailleurs chinois à Taiwan. Aux termes de l'accord, trois catégories d'employés pourront venir travailler à Taiwan pour une période de trois ans renouvelable : les « dirigeants » (負責人, *fuzeren*), les « managers » (高級經理人員, *goaji jingli ren yuan*) et les « experts » (專家, *zhuanjia*). Mais les définitions de ces catégories étant très vagues, de nombreux abus seront possibles. Jang Show-ling donne l'exemple d'un « dirigeant » chinois qui ouvrirait un restaurant à Taïwan puis y ferait venir sa femme en tant que « manager » et ses fils en tant qu'« experts ». Si un tel phénomène se produit, cela aura des conséquences négatives sur le marché du travail et les salaires taïwanais. Enfin, cet accord devrait conduire à une accélération de la fuite des cerveaux taïwanais, attirés par la demande chinoise d'expertise, qui ne sera pas compensée par la venue de main-d'œuvre chinoise, moins qualifiée. Jang Show-ling en conclut que le gouvernement n'a pris en compte que les aspects économiques de cet accord alors que ce genre d'accord doit être pensé et négocié en intégrant également des dimensions sociales et politiques.

C'est sur ce point que se concentre l'éditorial du *Liberty Times*. Pour illustrer le fait que la libéralisation des échanges peut avoir des conséquences sur la sécurité de Taiwan, mais que le gouvernement Ma ne prend pas les mesures nécessaires pour intégrer ce facteur à sa politique continentale, le journal revient sur le scandale provoqué par le réalisateur Niu Chen-zer (鈕承澤) qui, lors du tournage de son dernier film (軍中樂園, *jun zhong leyuan*), fit entrer sous une fausse identité un cinéaste

chinois dans une base militaire de la marine taïwanaise. L'armée ayant finalement découvert la supercherie, des élus demandèrent qu'une action en justice soit intentée contre Niu Chen-zer et qu'il démissionne du conseil d'administration de la chaîne de télévision publique (公視, *gongshi*) où il siège. Le journal dénonce cependant le manque de fermeté de la réaction du gouvernement, la ministre de la Culture Lung Ying-tai ayant même pris la défense de Niu Chen-zer contre ceux qui estiment que le réalisateur a mis en péril la sécurité nationale et que le gouvernement ne devrait pas lui confier de responsabilités, expliquant que l'infraction dont il était accusé et son rôle au sein de la chaîne publique n'avaient rien à voir.

Hao Ming-yi, qui est conseiller du président Ma Ying-jeou, formule des critiques similaires à celles de Jang Show-ling. Selon lui, le gouvernement est triplement fautif. En premier lieu, il est coupable d'avoir maintenu l'ensemble de la

population dans l'ignorance pendant les négociations et jusqu'à la signature de l'accord. Ensuite, ces négociations n'ont pas été fondées sur une réflexion d'ensemble qui aurait non seulement dû inclure le développement et la sécurité du pays, mais aussi prendre en considération l'impact sur chaque secteur pris séparément. Au lieu de cela, le gouvernement s'est contenté de négocier comme s'il s'agissait d'un banal accord commercial et de s'abriter derrière de vagues slogans tel que « les bénéfices surpassent les inconvénients » (利大於弊, *li da yu bi*). Cela l'a conduit à ignorer la spécificité de chaque secteur et à mener des négociations sans consulter les principaux intéressés, et donc sans en comprendre les enjeux profonds.

« Le gouvernement n'a pris en compte que les aspects économiques de cet accord alors que ce genre d'accord doit être pensé et négocié en intégrant des dimensions sociales et politiques. »

Hao Ming-yi montre ensuite que c'est également le cas pour l'industrie de l'édition. De nombreux problèmes risquent de se poser du fait de l'importante asymétrie des situations de part et d'autre du détroit. À Taïwan, les quatre secteurs du monde de l'édition ne sont pas intégrés : il existe 15 000 maisons d'édition indépendantes, 7 600 imprimeries, 40 entreprises de diffusion et 800 chaînes de librairies assurant les ventes. Ce morcellement se traduit par la présence et la collaboration d'une multitude de PME disposant d'un faible capital (entre quelques millions et quelques dizaines de millions de dollars taïwanais⁴) dans l'ensemble de la chaîne de l'édition. En Chine, en revanche, le secteur est caractérisé par une forte concentration horizontale et verticale, motivée par le slogan « construire un grand navire pour gagner la haute mer » (造大船, 出大海, *zao da chuan, chu da hai*). Il existe ainsi 585 « maisons d'édition » (出版社, *chubanshe*), trois grands « groupes d'édition nationaux » (國家級出版集團, *guojiaji chuban jituan*) et vingt-sept « groupes d'édition provinciaux » (省級出版集團, *shengji chuban jituan*) en Chine continentale. Ces groupes comprennent les quatre secteurs de cette industrie – l'édition (出版, *chuban*), l'impression (印刷, *yinshua*), la diffusion (書刊發行, *shukan faxing*) et la vente au détail (書刊零售, *shukan lingshou*) – et disposent de capitaux colossaux. Par exemple, le capital du groupe d'édition Fenghuang du Jiangsu (江蘇鳳凰出版集團, *Jiangsu fenghuang chuban jituan*) s'élève à 2 milliards de yuans (ou près de 9,7 milliards de dollars taïwanais).

Les groupes chinois disposent donc de moyens sans commune mesure avec ceux des petites entreprises taïwanaises. Et Hao Ming-yi estime que rien ne pourra les empêcher d'utiliser ces capitaux pour se lancer dans l'édition (la production de contenus) une fois qu'ils seront implantés dans l'imprimerie ou la diffusion. En effet, il pense que le gouvernement de Ma

⁴ 1 € = 40 NT \$

Ying-jeou ment aux Taïwanais lorsqu'il prétend qu'il n'a pas ouvert l'édition aux investisseurs chinois, et que ceux-ci ne pourront accéder qu'aux secteurs de l'imprimerie, de la diffusion et de la vente. L'ouverture de maisons d'édition et la publication de livres n'étant actuellement soumise à aucun mécanisme d'enregistrement et de contrôle, un imprimeur ou un diffuseur chinois installé à Taïwan pourrait très bien se mettre à éditer des livres sans que le gouvernement puisse véritablement l'en empêcher. L'accord étant signé, le monde de l'édition taïwanaise devrait par conséquent se préparer à répondre à ces menaces. Hao Ming-yi estime que ses principaux atouts face à la concurrence chinoise résident dans la culture démocratique, la liberté d'expression et la créativité qui en découle. Mais, face aux colosses chinois et à la guerre des prix qu'ils déclencheront certainement, l'édition doit aussi être soutenue par l'État. Celui-ci pourrait notamment légiférer pour fixer le prix des livres.

Hao Ming-yi conclut sur la question de l'accès au marché chinois. Pour lui, la Chine n'est pas l'Eldorado auquel voudrait faire croire le gouvernement. Les éditeurs taïwanais ne sont pour l'instant jamais arrivés à exploiter la communauté de langue qui les unit au continent. Ils se sont toujours heurtés aux barrières mises en place par les autorités chinoises et l'accord n'a abouti qu'à leur levée partielle⁵. L'ouverture ne s'est pas faite sur la base de la réciprocité et l'avenir de l'édition taïwanaise ne se trouve pas sur l'autre rive du détroit mais passe par son internationalisation, notamment en profitant de la révolution numérique. C'est dans cette perspective que Hao Ming-yi dit s'être tourné vers New York en 2012. En d'autres termes, Hao Ming-yi appelle ses compatriotes à se débarrasser des œillères du tropisme chinois dont souffrent Ma Ying-jeou et son entourage, incapables de voir au-delà du face à face avec la Chine.

⁵ À ce sujet, voir « Publishing Industry Laments 'Unfair' Pact », *Taipei Times*, 15 juillet 2013.



2. Mo Yan et le prix Nobel de littérature : retour sur la polémique et ses origines

FRANÇOIS QUIRIER

SOURCES :

- Hou Mingqing⁶, « Celui qui a vendu son âme peut-il obtenir le prix Nobel ? », *Aisixiang*, 14 octobre 2012.
- Xu Jilin⁷, « Pourquoi est-ce que je critique Mo Yan ? », *Aisixiang*, 12 octobre 2012.
- Wen Rumin⁸, « Les sept raisons principales qui justifient selon moi l'attribution du prix à Mo Yan », *Aisixiang*, 28 octobre 2012.
- Éditorial, « Il est précipité de vouloir lier Mo Yan et la liberté d'expression », *Huanqiu - Global Times - Section opinions*, 11 décembre 2012.
- Song Shinan⁹, « Pourquoi Mo Yan

⁶ Professeur et journaliste ayant vécu en France et à Vancouver, diplômé de l'université de Lanzhou en 1982.

⁷ Professeur d'histoire à l'université normale de la Chine de l'Est. Directeur adjoint de l'institut de la culture et de la pensée moderne chinoise.

⁸ Professeur à Beida, ancien chef de service du département de chinois, actuellement professeur à l'institut des langues.

⁹ Professeur à l'université des ethnies du Sud-ouest, blogueur et contributeur pour de nombreuses revues. Spécialiste des questions littéraires et historiques.

mérite le prix Nobel », *Nanfang dushi bao*, 17 décembre 2012.

- Zhao Chu¹⁰, « Observer la société chinoise à travers le débat sur Mo Yan », *Wall Street Journal - Chinese Edition*, 12 décembre 2012.

Le 11 octobre 2012, le prix Nobel de littérature a été attribué à Mo Yan. Deux ans après le Nobel de la paix décerné à Liu Xiaobo, cette récompense semblait être destinée à apaiser les relations entre le comité Nobel et le Parti communiste : Mo Yan est un auteur apprécié en Chine et à l'étranger, il est membre du Parti communiste et peu politisé. Beaucoup d'intellectuels chinois attendaient pourtant de l'auteur qu'il prenne position pour la liberté d'expression et fasse un discours en faveur de Liu, toujours emprisonné¹¹. Ce débat a pris de l'ampleur tout au long du mois d'octobre : certains soulignant l'instrumentalisation du prix, d'autres remettant en cause les qualités littéraires de l'œuvre de Mo Yan et l'accusant d'un manque de courage politique.

L'intervention de Mo Yan à Stockholm le 7 décembre 2012, lors de la remise du prix, a suscité beaucoup de réactions en Chine mais aussi en Occident. Pourtant, ce discours, intitulé « Ceux qui racontent des histoires »¹², portait en fait et avant tout sur sa vie, son œuvre, et sur ce qui a fait de lui un écrivain. Dans ce discours, Mo Yan n'a fait qu'une brève

¹⁰ Commentateur des questions politiques et stratégiques internationales au *Wall Street Journal*, et ancien directeur adjoint du magazine *Perspectives sur le monde*.

¹¹ Professeur, écrivain et militant pour les droits de l'homme, Liu Xiaobo est emprisonné depuis décembre 2008 pour avoir rédigé la Charte 08, un manifeste en faveur de la démocratie en Chine. Il avait reçu en 2010 le prix Nobel de la paix. Il purge actuellement une peine de onze ans de prison prononcée en décembre 2009.

¹² « 讲故事的人 », texte disponible sur le site du prix Nobel, www.nobelprize.org.

remarque, néanmoins interprétée comme une allusion à Liu Xiaobo, à un débat concernant une tierce personne¹³. Il semblait clair alors que Mo Yan souhaitait limiter son rôle à celui de conteur d'histoires, le combat politique pour la liberté d'expression n'étant pas le sien.

Les diverses sources présentées dans cet article reviennent sur ce prix Nobel très polémique. Elles présentent des points de vue et des opinions très divers : entre les défenseurs et les critiques de Mo Yan, entre ceux qui attaquent ses œuvres et ceux qui l'accusent de lâcheté politique, les différents arguments échangés montrent clairement que le débat dépasse la question de la qualité intrinsèque des œuvres de l'auteur. Quelle est donc la véritable portée politique de ce Nobel ?

Mo Yan mérite-t-il son prix ?

Une partie du débat autour de l'attribution du prix concerne le fait de savoir si Mo Yan mérite bien son prix Nobel de littérature. La Chine compte en effet de nombreux auteurs de talent, mais c'est Mo Yan qui, le premier, a été récompensé. Comme le souligne Song Shinan, le Nobel n'est pas la récompense absolue en termes de littérature, il n'est que la décision ponctuelle d'un comité¹⁴. Aussi, écrit-il, on peut critiquer le processus de sélection du jury, sa vision étriquée de la littérature chinoise, mais dire que Mo Yan ne mérite pas le prix n'a simplement pas de sens. « Le seul véritable juge de qualité en littérature, c'est le temps et les lecteurs, et encore, on peut se passer des lecteurs »¹⁵.

Wen Rumin, pour sa part, établit une liste

¹³ « J'ai eu le sentiment que la personne visée n'avait rien à voir avec moi » (« 我感到这个被争议的对象, 是一个与我毫不相关的人 »).

¹⁴ « 诺奖只是诺奖评委的裁判, 绝非对文学的终极裁判 ».

¹⁵ « 文学的终极裁判, 只有读者和时间——甚至可以把读者去掉 ».

des raisons qui justifient l'attribution du prix à Mo Yan. Ces raisons sont, bien sûr, en partie littéraires : les œuvres de Mo Yan sont atypiques et exotiques, ses histoires, contées avec talent, témoignent d'une grande imagination et d'un réalisme social qui intrigue et renseigne les Occidentaux sur la vie dans les campagnes chinoises. Pourtant, ce n'est pas la qualité littéraire (universelle ou unanimement reconnue) seule qui a convaincu le jury : « 1,3 milliard de Chinois qui, en 100 ans, n'ont jamais profité d'un prix Nobel, on peut douter du caractère universel de cette récompense »¹⁶. Ce prix a donc aussi des motivations géopolitiques, et son attribution à un Chinois participe au renforcement de l'influence du Nobel dans le monde. Par ailleurs, il permet de calmer l'irritation née de l'attribution du prix Nobel de la paix 2010 à un dissident chinois.

Il est surprenant de voir que si Mo Yan a été choisi de préférence à un autre auteur chinois, c'est aussi pour des raisons purement linguistiques. Le chinois de Mo Yan est simple, accessible, et donc facile à traduire en langue étrangère. Song Shinan souligne que même si Mo Yan n'est peut-être pas l'auteur chinois le plus talentueux, il est celui dont le style littéraire, épuré et direct, a le moins perdu en qualité après sa traduction en anglais. Les juges suédois ne se prononçant pas sur le niveau de chinois utilisé, c'est avant tout l'imagination déployée et l'intérêt du récit, des qualités littéraires très appréciées chez Mo Yan, qui prévalent. La qualité de la traduction a aussi eu un rôle : Song Shinan précise ainsi que le traducteur vers l'anglais, Howard Goldblatt, « a beaucoup embelli l'écriture de Mo Yan, a lissé le texte, tout en conservant la force de l'histoire »¹⁷.

¹⁶ « 13亿中国人百年来始终与诺奖无关, 那么诺奖的世界性也会有疑义 ».

¹⁷ « 葛氏对莫言作品的翻译, 很大程度上美化了其语言, 流畅了其叙事, 而保留了故事的穿透力 ».

Même si des critiques ont été formulées concernant la simplicité du langage de Mo Yan, ou ont porté sur l'existence d'auteurs au moins aussi talentueux, l'importance de Mo Yan pour la littérature chinoise contemporaine est généralement reconnue. « Mo Yan ne peut pas être considéré comme un grand maître, mais il a un style particulier, un langage qui lui est propre. Même s'il n'avait pas reçu le prix Nobel, on pourrait reconnaître son rôle dans l'écriture d'une partie de l'histoire de la littérature chinoise contemporaine », nous dit Song Shinan¹⁸.

C'est pourquoi, au-delà des critiques sur les talents d'auteur de Mo Yan, c'est avant tout la question de son courage politique qui a nourri la polémique.

Mo Yan accusé de manque de courage politique

En mai 2012, cent auteurs et artistes chinois étaient invités par la maison d'édition des écrivains chinois, un organe de l'association des écrivains chinois, à célébrer le soixante-dixième anniversaire du « discours de Yan'an sur la littérature et l'art »¹⁹ de Mao Zedong. Il avait alors été proposé à chacun d'eux d'en recopier une partie pour la somme de 1000 yuans. Mo Yan, alors vice-président de cette association, avait accepté de recopier les paroles de Mao. Cet épisode est considéré par Hou Mingqing comme une preuve que Mo Yan est un auteur prêt à vendre son âme au Parti communiste.

¹⁸ « 莫言不能算大师，但有独特风格，能成一家之言，即使不得诺奖，也够资格被写入任何一部中国当代小说史 ».

¹⁹ Le discours de Yan'an sur la littérature et l'art, aussi appelé simplement « le discours » (讲话, *jianghua*), fonde le mouvement littéraire chinois du réalisme socialiste.

Hou Mingqing a aussi cherché, dans les détails, des preuves du conformisme politique de Mo Yan. Ainsi, dans la biographie de Mo Yan – telle que disponible sur le site de l'association des écrivains chinois²⁰ – l'auteur cite clairement son appartenance au Parti communiste (en troisième position dans le texte en question), démontrant ainsi, selon Hou, son manque de courage politique.

« Pour Xu Jilin, Mo Yan appartient à la catégorie dominante en littérature chinoise des “ hypocrites de la masse ”. »

Pour Xu Jilin, Mo Yan appartient à la catégorie dominante en littérature chinoise des « hypocrites de la masse » (平庸的乡愿, *pingyong de xiangyuan*)²¹. Il respecte l'auteur pour son talent d'écrivain mais il lui en veut de ne pas prendre plus de risques pour la liberté d'expression, car si l'écrivain ne respecte pas ses propres valeurs en entrant dans le jeu politique, alors il ne participe

pas à la constitution d'une base morale solide à partir de laquelle la société peut avancer. « Lorsqu'une nation se développe, le plus important est l'indépendance et la dignité de chaque citoyen, et non pas l'attitude « tordeue » consistant à attendre une reconnaissance de la part de l'Occident. Ainsi, nous avons encore une longue route à faire, qui ne dépend pas seulement d'un changement de système, mais aussi de la résistance de chacun à son niveau, et selon sa propre conscience »²².

Zhao Chu, qui tente de réunir les arguments pour et contre Mo Yan, affirme que les

²⁰ www.chinawriter.com.cn.

²¹ Terme dérivé de la distinction faite par Confucius entre les intellectuels, dont le devoir est de critiquer et de questionner, et la masse, docile et hypocrite.

²² « 一个国家的崛起，最重要的标志是每个国民的人格独立和尊严的崛起，而不是某种渴望被西方承认的扭曲心态。在这个意义上，我们还有很长的路要走，不仅取决于制度的改变，也有待于每一个人力所能及的“点滴抵抗”和坚守良知 ».

défenseurs et critiques de l'auteur sont d'accord sur un point : « on ne peut forcer quelqu'un à devenir un héros » (不能逼迫人做英雄, *buneng biporenzuo yingxiong*). Il explique les attaques contre Mo Yan autrement : les défenseurs de la liberté d'expression et de la démocratie espéraient une prise de position de l'écrivain, leurs attaques contre lui témoignent en fait de leur frustration face à une occasion manquée de voir avancer leur combat. « La gloire de Mo Yan et l'adoubement officiel dont il bénéficie [comparés à l'oubli dans lequel vit Liu Xiaobo] ont provoqué des sentiments négatifs chez ceux des Chinois (y compris l'auteur) qui défendent les libertés individuelles et la démocratie »²³. Cette forte indignation a inévitablement encouragé l'observation minutieuse des actes de Mo Yan, ainsi que des attaques sur ses plus petits écarts de comportement.

L'influence occidentale également critiquée

Pour le *Global Times*, qui analyse dans son éditorial le lien systématique fait entre Mo Yan et la liberté d'expression, le traitement de l'affaire par les médias occidentaux est représentatif de la façon dont les pays démocratiques veulent forcer la Chine à adopter leur modèle politique fondé sur la liberté d'expression : « La liberté d'expression est révéérée en Occident, et considérée comme le premier des droits de l'homme, et même comme la première des libertés »²⁴. Pourtant, cette liberté d'expression a souvent été acquise de manière brutale et extrêmement rapide. Le *Global Times* considère ainsi que, à part quelques idéalistes, les Chinois sont dans l'ensemble inquiets de voir la liberté d'expression arriver si brutalement et risquer de bouleverser la

société. Le journal défend une évolution lente et progressive, qui concerne de manière égale la liberté d'expression, l'économie et l'administration. Cette évolution est spécifique à un modèle chinois qui, à en croire les résultats économiques du pays, n'est peut-être pas un mauvais modèle. Ainsi, le choix d'un nouveau prix Nobel chinois par le comité Nobel et le traitement médiatique qui a suivi en Occident a été perçu en Chine comme une nouvelle forme d'ingérence, une nouvelle manière de déstabiliser le gouvernement en intensifiant les conflits au sein de la société chinoise. Le choix de Mo Yan d'éviter les conflits en ôtant tout contenu politique à son discours a soulagé ceux qui militent pour la paix sociale plutôt que pour la course à tout prix à la liberté d'expression. N'est-ce pas aussi aller trop loin que de vouloir lier le prix Nobel de littérature à la libération de dissidents politiques ? Selon Zhao Chu, « il faut prendre en considération le fait que c'est le premier discours d'un prix Nobel de littérature chinois. Par conséquent, Mo Yan n'aurait pas eu de raison de donner son avis sur des questions précises au-delà de sa personne et de ses œuvres »²⁵.

De cette polémique autour du prix Nobel de littérature on retiendra surtout qu'elle a posé une nouvelle fois la question de savoir ce qui est politique et ce qui ne l'est pas dans une Chine où l'expression d'une opposition peut vite bouleverser la vie d'un intellectuel ou d'un libre penseur. Faire le choix de rester un simple conteur d'histoire, lorsqu'on est sur le devant de la scène médiatique, c'est choisir la sécurité, mais cela attire aussi forcément les critiques de ceux qui aspirent au changement démocratique et au développement de la liberté d'expression.

²³ « 莫言为官方加持的荣耀就很自然引发了坚持民主和自由诉求的那部分人（包括笔者）的负面感情 ».

²⁴ « 言论自由被奉为西方“第一人权”，也是各种自由中的“第一自由” ».

²⁵ « 必须注意到，这是他以中国第一个诺贝尔文学奖获奖者身份的讲话。因此，把对他具体问题的批评无限周延到他的人格和人品，这很可能是没有道理的。 »



3. Appels à la réforme du marché de l'art chinois

FLORA LICHAA

SOURCES :

- Li Dong²⁶, Liu Yang²⁷, « Le marché de l'art chinois doit se remettre en question : cette première place n'est pas comme cette autre première place », *Shanghai zhengjuan bao*, 20 mars 2013.
- Fang Xiang²⁸, « Première ou deuxième place mondiale ? Le marché de l'art chinois ne peut pas continuer en "attirant les regards" », *Wenhua bao*, 25 mars 2013.
- Ren Zipeng²⁹, « Réajustement profond après l'éclatement : lecture du marché de l'art chinois à travers des mots-clés. », *Wenhua bao*, 31 décembre 2012.

En mars 2013, les deux principaux centres de recherche sur le marché de l'art international ont chacun publié un rapport sur le marché

²⁶ Li Dong est journaliste financier pour le site d'informations *Renmin ribao - People's Daily*.

²⁷ Liu Yang est journaliste financier pour le site d'informations *Renmin ribao - People's Daily*.

²⁸ Fang Xiang est vice-administrateur de la section actualités du site d'information *Eastday.com*.

²⁹ Ren Zipeng est journaliste et photographe pour la section culture du site d'informations *China.com*.

de l'art en 2012 (2012年艺术市场报告, 2012 nian yishu shichang baogao). Les deux premiers articles que nous avons choisi de présenter – le premier de Li Dong et Liu Yang, le second de Fang Xiang – commentent les conclusions respectives des deux rapports. Les auteurs s'appuient sur ce bilan annuel pour proposer une analyse des causes de la baisse des ventes sur le marché chinois. Ces deux contributions sont complétées par un article de Ren Zipeng, antérieur à la parution des rapports, détaillant les événements marquants de l'année 2012.

Le marché mondial de l'art en 2012

Le premier rapport, publié par la Foire européenne d'art et d'antiquités de Maastricht (TEFAF), montre une baisse du marché mondial de l'art en 2012 de 7 % par rapport à l'année 2011³⁰, conséquence d'un recul du marché chinois en partie seulement compensé par la hausse du marché américain³¹. Fang souligne qu'il s'agit du premier ralentissement du marché chinois depuis longtemps, lequel n'avait cessé de croître au cours de ces trois dernières années. Les États-Unis reviennent ainsi en tête du marché mondial, suivis par la Chine et le Royaume-Uni³².

Le second rapport, émis par le site d'information Artprice³³ en association avec

³⁰ Selon ce rapport, le produit annuel mondial des ventes d'œuvres d'art serait passé de 46,3 milliards d'euros en 2011 à 43 milliards d'euros en 2012.

³¹ Selon ce même rapport, le marché américain aurait cru de 5 %, le volume des transactions atteignant 14,2 milliards d'euros en 2012.

³² Selon ce premier rapport, les États-Unis occuperaient 33 % du marché (enregistrant une hausse de 4 % par rapport à l'année 2011), la Chine 25 % du marché (avec une baisse de 5 % par rapport à 2011) et le Royaume-Uni 23 % (avec une baisse de 4 %).

³³ Artprice est une entreprise française considérée comme le leader mondial de l'information et de la cotation sur le marché de l'art sur internet.

le centre de recherche de son homologue chinois Artron (AMMA), montre un marché mondial de l'art en croissance de 6 % en 2012 par rapport à l'année précédente³⁴. La Chine devance les États-Unis³⁵ et devient le premier pays à conserver la première place sur le marché des ventes aux enchères d'œuvres d'art durant trois années consécutives.

L'écart entre ces deux rapports est lié à l'usage de données différentes : le rapport TEFAF inclut les œuvres d'art et les antiquités vendues aux enchères, dans des galeries, ou sous toutes autres formes de transactions privées, tandis que le rapport AMMA comprend uniquement les œuvres d'art vendues aux enchères. Ne souhaitant pas alimenter la polémique concernant la première place mondiale, Li, Liu et Fang concluent à une reprise des marchés occidentaux et à une déflation du marché chinois.

La régulation du secteur de l'art en Occident³⁶ depuis 2008 a permis d'assainir le marché et de rationaliser les prix qui s'étaient envolés à la suite du fol essor des investissements

³⁴ Selon ce second rapport, le volume total des transactions des ventes aux enchères a atteint 12,3 milliards de dollars en 2012.

³⁵ Selon ce même rapport, le volume total des transactions des ventes aux enchères chinoises s'élevait en 2012 à 5,1 milliards de dollars, dépassant les États-Unis de 1,7 milliards de dollars. La Chine occupait ainsi 41,3 % du marché mondial.

³⁶ Li et Liu expliquent que le marché de l'art occidental est entré dans une période de régulation depuis la crise financière de 2008. D'une part, les professionnels du secteur de l'art ont tenté de réduire les prix de vente excessifs par rapport à la valeur intrinsèque des œuvres. Par conséquent, en 2012, de nombreuses expositions affichaient des œuvres toutes vendues à moins de 10 000 dollars. D'autre part, les galeries et les salles de vente aux enchères ont accordé une attention particulière à la qualité et à la fiabilité de leurs services. Cette série de réajustements a permis de stimuler le pouvoir d'achat des collectionneurs et des investisseurs et ainsi d'inverser la tendance récessionnaire sur le marché de l'art occidental.

japonais dans les années 1980-1990. Li et Liu estiment que ces quatre années d'ajustement ont établi un climat de confiance auprès des collectionneurs et des investisseurs du monde entier, favorisant une relance des marchés occidentaux. À l'inverse, les prix, artificiellement manipulés, qui ont contribué au gonflement de la bulle du marché de l'art chinois, ont suscité la méfiance des acheteurs. La chute de la valeur des transactions dans les salles de vente aux enchères et les fonds d'investissement dédiés aux œuvres d'art en Chine en est la conséquence directe. Les résultats de l'année 2012 révèlent ainsi les limites du système chinois qui, selon Fang, ne peut continuer à masquer ses faiblesses derrière des prix de vente record. Les professionnels du secteur de l'art chinois ont à ce titre appelé le gouvernement à lancer une série de réformes. Dans cette perspective, l'année 2012 a été consacrée à dresser un état des lieux du marché de l'art chinois, point de départ vers un développement sain et durable.

Identifier les carences et les défis futurs

Manipulation des prix et contrefaçons

La manipulation des prix de vente est fréquemment dénoncée par des personnalités de la profession. Fang et Ren attribuent ces dérives au manque de réglementation régissant le commerce des œuvres d'art et des antiquités en Chine. La souplesse du cadre juridique favorise ainsi diverses formes de tromperie décrites par Fang. Dans certains cas, les artistes font surévaluer le prix de leurs œuvres par des agents courtiers, ou embauchent de faux acheteurs pour faire monter les enchères durant la vente de leurs propres réalisations. Ces procédés contribuent à accroître le prix et la renommée de leurs œuvres. Dans d'autres cas, les fonds d'investissement dédiés aux œuvres d'art surestiment la valeur de leurs acquisitions, entraînant une augmentation du niveau des prix

sur le marché. Les reventes à prix élevés leur permettent ainsi d'obtenir d'importantes plus-values. Fang cite encore la pratique courante de corruption sous forme d'œuvres d'art ou d'antiquités. Ren ajoute à cela les nombreuses contrefaçons en circulation. Copies d'œuvres existantes ou pièces nouvellement créées, certaines ont fait l'objet de vives controverses sur les microblogs chinois durant l'année 2012. Ren mentionne enfin les ventes non effectives, généralement à la suite de défauts de paiement. Les résultats afférents à ces transactions sont pourtant publiés sur internet et pris en compte par les statistiques du secteur de l'art.

Les dénonciations régulières de contrefaçons et de manipulation ont amené les artistes à demander davantage de protections. Néanmoins, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour garantir l'authenticité des œuvres mises en circulation sur le marché.

Les artistes ne peuvent même pas certifier le caractère original de leurs propres créations. Si ce point demeure en suspens, l'irrationalité des prix de vente a attiré l'attention des autorités. En juillet 2012, le Bureau national des antiquités a publié un « avis sur le travail d'examen et d'approbation des prix de vente aux enchères des antiquités » (关于进一步做好文物拍卖标的审核工作的意见, *guanyu jinyibu zuohao wenwu paimai biao de shenhe gongzuo de yijian*). L'objectif est de mettre en place un système normalisé permettant de contrôler et d'homogénéiser les prix des antiquités. Ren souligne qu'il n'existe ni organisme habilité à fixer les prix, ni norme de classification des différentes catégories d'œuvres et d'antiquités. Le marché est sous l'influence de « spécialistes » qui décident des prix de vente de manière arbitraire. Combattre

la dictature des prix manipulés nécessite donc une réforme de l'ensemble du mode de fonctionnement du marché chinois.

Droits de douane et fraude fiscale

Les droits de douane sur les œuvres d'art ont été revus à la baisse au début de l'année 2012, passant de 12 % à 6 %. Ren rappelle que les importations en Chine continentale

étaient auparavant soumises à des taxes élevées, pouvant atteindre 29 %. Cette somme comprenait 12 % de droits de douane et 17 % de taxe sur la plus-value. Néanmoins, l'allègement des droits de douane n'a pas contribué à diminuer les cas de fraude fiscale. À la suite d'un scandale survenu à la douane de Shanghai au mois d'avril, le gouvernement a entrepris une vague d'inspections fiscales. Ren s'appuie sur les nombreux cas de fraude révélés par ces contrôles pour démontrer

« Les nouveaux riches chinois préfèrent se tourner vers les marchés occidentaux qui offrent de meilleures garanties, notamment depuis la régulation des prix en 2008. »

qu'une baisse des droits de douane était nécessaire mais insuffisante : le système des recettes fiscales doit être entièrement repensé.

Fonds d'investissement dédiés aux œuvres d'art

Il y a deux ans, alors que les investissements sur le marché de l'art étaient à leur point culminant, de nombreux organismes financiers chinois ont créé des fonds d'investissement dédiés aux œuvres d'art. Mais le marché des ventes aux enchères n'est plus aussi florissant et les œuvres, qui se vendaient encore à prix élevé il y a peu de temps, ne trouvent plus d'acquéreur. Or, 80 % des fonds chinois écoulent leurs acquisitions par le biais des ventes aux enchères. C'est la raison pour laquelle à peine 30 % d'entre

eux parviennent à réaliser des bénéfices. Par ailleurs, Ren et Fang rappellent que la plupart de ces fonds arrivent à terme cette année. Compte tenu du retournement de tendance actuel, la liquidation s'annonce délicate. Ren explique que, pour limiter les pertes, certains fonds ont commencé à diversifier la nature de leurs investissements. Ainsi, les porcelaines, feuilles de thé, dents d'éléphant, cornes de bœuf, pierres de Shoushan et autres produits s'ajoutent désormais aux œuvres d'art.

Cependant, Ren estime qu'élargir l'offre de services et la gamme de produits n'est pas suffisant pour rétablir la situation. Outre la baisse générale des prix du marché, les fonds d'investissement sont confrontés à la méfiance des investisseurs en raison du manque de réglementation et de l'instabilité des prix. Li et Liu expliquent à ce titre que les nouveaux riches chinois ont récemment commencé à se détourner des fonds chinois qu'ils jugent trop risqués. Ils préfèrent se tourner vers les marchés occidentaux qui offrent de meilleures garanties, notamment depuis la régulation des prix de 2008. Les salles de ventes aux enchères et les galeries occidentales sont en effet attentives à la qualité et à la fiabilité de leurs services. Ainsi, Ren soutient une fois de plus la nécessité d'une réforme profonde du secteur de l'art chinois.

Intégrer le marché de Hong Kong

Afin de conquérir de nouveaux territoires et de s'ouvrir à l'international, les salles de vente aux enchères et galeries d'art majeures de Chine ont ouvert des succursales à Hong Kong. Ren rappelle que la région administrative spéciale bénéficie du statut de zone de libre-échange, et donc d'une exonération de taxes douanières sur les importations d'œuvres d'art, ainsi que de la possibilité de conclure des transactions tout au long de l'année avec des sociétés du monde entier. Les entreprises chinoises sont donc attirées par ces nouvelles

perspectives de développement, encouragées par les profits importants réalisés par les filiales déjà implantées à Hong Kong, telles que les salles de vente pékinoises Poly International et China Guardian. De nombreuses salles de vente et galeries ont ainsi exprimé le souhait de développer leurs activités à Hong Kong. Néanmoins, Ren signale que cette opportunité représente aussi un défi de taille : les entreprises chinoises devront trouver leur place au sein d'un secteur compétitif, face aux leaders du marché mondial comme Sotheby's et Christie's. L'accélération des implantations à Hong Kong fragilise donc le marché de l'art chinois, dont l'avenir dépendra en partie de la capacité d'adaptation des agences nouvellement créées.

En conclusion, les auteurs s'accordent sur l'urgente nécessité d'entreprendre de profondes réformes structurelles du secteur de l'art chinois. L'année 2013 doit marquer le début d'une régulation des prix, qui ont été gonflés artificiellement. Li, Liu et Ren semblent confiants dans la capacité de remise en question et de réorganisation du marché chinois, tandis que Fang dresse un portrait plus alarmant, appelant la profession à ne plus se satisfaire de « faux » chiffres et à s'engager sur la voie d'un développement équilibré.



4. La nouvelle image internationale de la Chine à travers le prisme de sa Première dame

CHENG GONG ET LIU KEYOU

SOURCES :

- Zhu Xingguang³⁷, « Que peut-on attendre de la Première dame chinoise sur la scène internationale ? », *Guandian Zhongguo*, 21 mars 2013.
- Lei Lei³⁸, « La ferveur Peng Liyuan », *Nanfang zhoumo*, 28 mars 2013.
- Lin Lin³⁹, « La Première dame chinoise surprend le monde entier », *Guandian Zhongguo*, 28 mars 2013.
- Wu Fei⁴⁰, « La mise en exergue du *soft power* chinois à travers les visites de Peng Liyuan à l'étranger », *Renmin wang*, 1^{er} avril 2013.

³⁷ Zhu est journaliste à *Guandian zhongguo* depuis 2012.

³⁸ Lei est journaliste à *Nanfang Zhoumo* depuis 2010 et est devenu journaliste à temps plein au sein de ce journal à partir de 2012.

³⁹ Lin contribue régulièrement à *Guandian zhongguo* depuis 2012.

⁴⁰ Wu est le directeur de l'institut de communication et des cultures internationales à l'université du Zhejiang.

Après les Jeux olympiques de Pékin, l'Exposition universelle de Shanghai et la multiplication des Instituts Confucius à l'étranger, le *soft power* de l'Empire du Milieu est incarné pour la première fois depuis des décennies par une femme, Peng Liyuan. Première dame chinoise, Peng est apparue pour la première fois dans ce rôle et aux yeux du grand public le 22 mars 2013, accompagnant son époux et nouveau Président chinois Xi Jinping lors de sa première visite officielle en Russie.

Depuis, Peng a suscité une forte curiosité dans les médias, en Chine comme à l'étranger. Le jour même de cette visite officielle du Président Xi en Russie, des millions de téléspectateurs ont suivi l'apparition de Peng Liyuan dans l'émission *Xinwen lianbo* (新闻联播), journal télévisé quotidien diffusé à 19 heures sur CCTV. Selon Lei Lei, du *Nanfang zhoumo*, le journal de ce jour-là a battu un record en termes d'audimat et a suscité de nombreuses réactions d'internautes enthousiastes : « L'instant [où Peng est descendue de l'avion] nous a procuré une grande fierté » (瞬间就骄傲了, *shunjian jiu jiao'ao le*). Cette expression a d'ailleurs rapidement été reprise sur *Weibo*, puis s'est très largement répandue dans les médias chinois. Ainsi, l'image – largement positive – de la Première dame chinoise semble avoir fait naître un espoir et un sentiment nationaux dans un contexte d'incertitude politique à la suite du changement de gouvernement et de la révélation d'une série de scandales⁴¹.

Lei Lei explique par ailleurs que la ferveur suscitée par la Première dame est avant tout expliquée par sa propre ascension sociale. Née dans une petite ville de la province du Shandong et issue d'une famille ordinaire, Peng s'est engagée dans l'Armée populaire de libération en 1980 et est devenue depuis un soprano de renom en Chine, ayant participé dix-sept fois au spectacle national du nouvel

⁴¹ Affaires Liu Zhijun, Bo Xilai, etc.

an chinois de CCTV⁴² depuis 1982. Elle jouit d'une réputation importante, et même plus grande que celle de son mari avant son accession au poste de chef de l'État. Selon Lin Lin, la popularité de Peng Liyuan auprès de la population en tant que chanteuse lyrique explique l'acceptation spontanée de son nouveau rôle de Première dame par l'opinion publique.

Au-delà de l'aspect populaire et personnel du parcours – très réussi – de Peng Liyuan, le rôle qu'elle exerce *de facto* dans la diplomatie chinoise correspond à un besoin de changer l'image de la Chine sur la scène internationale, nous explique Wang Fan, directeur de l'institut des relations internationales à l'université des affaires étrangères de Chine (外交学院国际关系研究所, *waijiao xueyuan guoji guanxi yanjiusuo*), cité par Wu Fei. En effet, Zhu Xingguang explique que la féminité et l'élégance de Peng apportent un vent nouveau dans un milieu politique peuplé en majorité d'hommes quinquagénaires ou sexagénaires, et ayant tous le même style vestimentaire. L'arrivée de Peng a ainsi adouci l'image trop rigide et obscure des hautes sphères de la direction politique chinoise, ce qui pourrait contribuer à améliorer la perception qu'ont les pays étrangers de la Chine. Selon Shen Yamei, chercheur au China Institute of International Studies (ou CIIS, 中国国际问题研究所, *Zhongguo guoji wenti yanjiusuo*) et citée par *Guandian zhongguo*, ce changement de style est d'autant plus important dans un contexte de frictions grandissantes entre la Chine et certaines grandes puissances occidentales. Une représentation « douce » de la classe dirigeante pourrait ainsi faciliter la communication et la transmission des idées.

L'arrivée de la Première dame sur la scène

⁴² 春节联欢晚会 (*Chunjie lianhuan wanhui*) est le plus grand spectacle télévisé organisé par l'État pour fêter le nouvel an chinois. Il est diffusé dans toute la Chine le soir du réveillon.

politique vient d'ailleurs en parallèle du renouvellement de la classe dirigeante en Chine. La « 5^e génération des dirigeants chinois » (中共第五代领导人, *zhonggong diwudai lingdaoren*), issue du XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), semble vouloir se distinguer des précédentes en montrant son attachement à la famille et au mariage. La volonté de mettre en valeur la Première dame en est une preuve. Le rôle diplomatique de Peng s'est d'ailleurs renforcé grâce à ses efforts personnels et à son engagement dans la cause sociale. Elle est, entre autres, ambassadrice de bonne volonté de l'OMS contre la tuberculose et le sida depuis 2011. Lors de ses visites en Russie, en Tanzanie et à Trinidad-et-Tobago, elle a du reste participé à des rencontres avec des orphelins et des enfants dépourvus de soins médicaux.

Par ailleurs, l'attention portée à la Première dame – soutenue par les organes du PCC comme l'agence *Xinhua* ou le *Quotidien du peuple* – traduit également la volonté de la classe politique de retrouver certaines valeurs traditionnelles du pays, telles que l'harmonie de la vie de couple, les valeurs familiales, etc. Ce point est d'ailleurs mis en exergue par de nombreux médias, tels que *Guandian Zhongguo*. Selon Xue Yong, historien à l'université de Yale et cité par *Nanfang zhoumo*, « sur le plan culturel, la Première dame est présente sur les terrains de la vie de famille et du respect des femmes ». En tant que mère, épouse et belle-fille, Peng incarne les valeurs traditionnelles que la Chine a cherché à préserver et « représente la beauté et la sagesse des femmes chinoises » sur la scène internationale, écrit Zhu Xingguang.

De surcroît, la Première dame a donné un coup de pouce aux industries de la mode en Chine. Xu Danei, chroniqueur au *Financial Times China*, explique que les femmes, qui s'intéressent pourtant peu souvent au monde

politique, ont très largement contribué aux discussions sur la Première dame. Elles ont débattu avec vivacité des produits de mode utilisés par Peng Liyuan, allant de son manteau à ses produits de beauté. À l'instar de Michelle Obama et de son goût pour des marques américaines comme *J. Crew* et *Thom Browne*, Peng Liyuan contribue à la promotion des marques de prêt-à-porter chinoises, peu connues jusqu'alors. La marque *Exception* (例外, *Liwai*), qui a conçu tous les vêtements que la Première dame a portés lors de cérémonies officielles, s'est ainsi faite connaître grâce à la visite officielle de Xi et de Peng en Russie. Cet événement, qui a marqué la première apparition de Peng Liyuan dans la diplomatie chinoise, a d'ailleurs fait grimper les indices boursiers chinois, notamment le cours des actions des entreprises de textile. « Première dame » est même devenue un mot clé dans le moteur de recherche des salles des marchés, selon *Nanfang zhouno*. Cité dans *Guandian Zhongguo*, Zhang Yu, rédactrice en chef du magazine *Vogue Chine*, estime que des marques locales sont en train de profiter d'une opportunité exceptionnelle pour une expansion vers l'international.

Dans la diplomatie moderne, la Première dame a toujours joué un rôle très important, à l'image d'Hillary Clinton, Michelle Obama ou Carla Bruni-Sarkozy. En Chine, la place de la conjointe du chef de l'État a longtemps été réduite pour des raisons historiques, puisque la dernière femme de Mao, Jiang Qing, a manipulé la politique chinoise pendant presque dix ans. Aujourd'hui, le PCC comme les Chinois ordinaires attendent de Peng une contribution positive dans la représentation

de la Chine à l'extérieur. Peng est d'ailleurs souvent comparée en Chine aux conjointes de chefs d'État occidentaux, par exemple Carla Bruni-Sarkozy, qui a fait une bonne impression lors de la rencontre de son époux, Nicolas Sarkozy avec la Reine Elisabeth II. Par ailleurs, selon Wu Fei, les Chinois pensent que la Première dame doit maîtriser l'art de la communication notamment vis-à-vis de l'étranger. L'exemple de Jacqueline Kennedy, d'Hillary Clinton ou encore de Chiang Soong May-ling (ou Song Meiling) a souvent été mentionné. Chiang Soong May-ling, épouse de Chiang Kai-Shek, jouit d'une réputation immense grâce à son discours devant Congrès des États-Unis en 1943, dans lequel elle a plaidé pour le soutien américain dans la guerre sino-japonaise. Son anglais fluide et soutenu avait alors séduit jusqu'à certains de ses adversaires. C'est pourquoi la presse chinoise a souligné et rappelé à plusieurs occasions les attentes des

« Le rôle que la Première dame exerce de facto dans la diplomatie chinoise correspond à un besoin de changer l'image de la Chine sur la scène internationale. »

Chinois à l'égard de leur Première dame : ils souhaitent que Peng contribue à faciliter le dialogue entre la Chine et le reste du monde.

En tout cas, Peng Liyuan a déjà fait une excellente première impression, comme le soulignent les médias étrangers (tels que *Le Figaro*, *France 24*, le *New York Times*, etc.) et chinois. On affirme déjà qu'à travers ses premières visites officielles du printemps 2013, Peng a adouci l'image de la Chine et a suscité la curiosité de la presse étrangère. À quel point l'arrivée de la Première dame chinoise pourra-t-elle changer le visage de la Chine sur la scène internationale ? Pour le mesurer, nos commentateurs chinois semblent attendre ses prochaines interventions avec impatience...

REPÈRES

5. Pétitionner auprès des autorités au péril de sa vie : l'industrie des prisons noires en Chine

HUGO WINCKLER

SOURCES :

- Xin Shengzhi⁴³, « La conférence consultative politique du peuple chinois propose l'établissement d'un système solide de résolution des pétitions irrégulières », *Nanfang dushi bao*, 4 mars 2013.
- Liu Xiangang⁴⁴, « Le mécanisme de résolution des pétitions irrégulières est-il ou non contraire à l'État de droit ? », *Gongshi wang*, 4 mars 2013.
- Tian Cheng⁴⁵, « Les cadres en charge de l'interception des pétitionnaires du Henan avaient des parts dans une société clandestine de sécurité publique », *Nanfang zhoumo*, 22 février 2013.

La Chine, pour ouvrir la voie à la remontée des doléances issues de la société civile, a mis en place le système des « bureaux de lettres et visites » (信访局, *xinfangju*). Les citoyens chinois peuvent porter devant cette institution

⁴³ Journaliste à *Nanfang dushi bao*.

⁴⁴ Professeur de droit à l'université agricole de Mongolie intérieure.

⁴⁵ Journaliste à *Nanfang zhoumo*.

les litiges qu'ils rencontrent avec les pouvoirs publics. Les affaires peuvent même être entendues à Pékin, au Bureau national des lettres et visites, où défilent quotidiennement des centaines de pétitionnaires venus de tout le pays. La situation est évidemment complexe, car ce va-et-vient de pétitionnaires mécontents – souvent en cortège – crée un risque pour la stabilité sociale. Dès lors, des entrepreneurs ingénieux ont su développer une industrie clandestine d'interception des pétitionnaires. Une récente affaire a donné lieu à la condamnation d'une série de malfaiteurs, convaincus d'avoir mis en place des pratiques illégales en relation avec ces activités. À partir d'articles de presse commentant cette affaire, il nous est possible de comprendre le fonctionnement de cette nouvelle activité économique.

Les pétitions irrégulières

L'administration chinoise classe les pétitions qui lui parviennent en deux catégories distinctes : les « pétitions régulières » (正常上访, *zhengchang shangfang*) et les « pétitions irrégulières » (非正常上访, *feizhengchang shangfang*), les premières étant légales, contrairement aux secondes. Di Yingqi⁴⁶, professeur de droit à l'université de sciences juridiques, économiques et politiques du Henan, explique que les gouvernements locaux ont identifié trois types de pétitions irrégulières : celles-ci sont « dérangeantes, perturbatrices ou illégales » (缠访、闹访、非法上访, *chanfang, naofang, feifa shangfang*). Pourtant, aucune de ces qualifications ne répond à des critères juridiques précis. Ce flou laisse donc un grand pouvoir discrétionnaire à l'administration. Dès lors, les pouvoirs publics peuvent contester la légitimité d'une pétition, sans qu'il existe de voie de recours juridique contre cette décision administrative. Or, comme le rappelle Di Yingqi, le droit de pétition est important pour le développement de la

⁴⁶ Cité par Xin Shengzhi.

Chine, et devrait au contraire faire l'objet d'une protection accrue. Ce pouvoir discrétionnaire est d'autant plus dangereux que les pétitions irrégulières sont passibles, dans certains cas, d'une peine de rééducation par le travail⁴⁷.

L'affaire Wang Gaowei

L'affaire Wang Gaowei a récemment fait couler beaucoup d'encre en Chine, car elle a permis de mettre en lumière les pratiques d'une industrie clandestine liée au système des pétitions. Comme le rapporte Tian Cheng dans *Nanfang zhoumo*, Wang Gaowei, paysan originaire du Henan, avait ouvert à Pékin une société de services dont l'objet social était d'appréhender les pétitionnaires issus de sa province d'origine. La police pékinoise a démantelé son réseau en décembre 2012, et Wang a fait, avec ses complices, l'objet d'une condamnation à une peine de prison en mars 2013.

Selon Tian Cheng, Wang Gaowei s'était lié avec Bai Rongxing, un cadre du bureau des lettres et visites de sa ville, envoyé en poste à Pékin pour y arrêter les pétitionnaires. Le procès de Wang et Bai a été largement commenté et offre une opportunité unique pour comprendre le fonctionnement de cette activité aux saveurs chinoises bien particulières.

Examinant plus en détail le fonctionnement de cette entreprise, Tian Chen rapporte l'existence d'un document officiel détenu par Wang Gaowei, qui explicitait la démarche à suivre en cas de « pétitions irrégulières et perturbatrices à Pékin ». Ce texte, datant de 2008 et provenant des autorités publiques de la préfecture de Xuchang Shi⁴⁸ (许昌市), stipule que ces pétitions nécessitent : « d'abord un

⁴⁷ Pour plus d'information sur le sujet, voir : Hugo Winckler, « Vers l'abolition des camps de rééducation par le travail », *China Analysis*, n° 42, avril 2013.

⁴⁸ Ville d'échelon préfectoral dans la province du Henan, dont la juridiction couvre la ville de Yuzhou.

avertissement, puis la détention, et enfin la rééducation par le travail ». Toutefois, peut-on lire également, si le pétitionnaire se tourne vers les médias étrangers ou s'il fait part de son mécontentement sur les réseaux sociaux, il peut directement faire l'objet d'une détention administrative ou d'une condamnation à la rééducation par le travail.

Les prisons noires

L'interception de pétitionnaires se rendant à Pékin et la mise en détention de ces derniers sont rarement le fait d'agents de police, mais résultent plutôt d'une activité entrepreneuriale. Des sociétés privées, prophylactiques, établissent et gèrent des « prisons clandestines » (黑监狱, *hei jianyu*), dans lesquelles sont détenus, en dehors de toute procédure judiciaire, des individus jugés dangereux pour la stabilité sociale. Ces prisons clandestines sont gérées, comme le rapporte Tian Cheng, par des compagnies privées surnommées « sociétés clandestines de sécurité publique » (黑保安公司, *heibaoan gongsì*). Ces sociétés de service interceptent, détiennent et rapatrient les pétitionnaires dans leur ville ou leur campagne d'origine, en échange d'une commission versée par le gouvernement local.

Tian Cheng, tirant en partie ses informations du jugement de Wang Gaowei, rapporte qu'il existe souvent un système de coopération entre les sociétés de sécurité publique et les autorités locales du Parti. L'auteur cite l'universitaire Yu Jianrong, qui précise l'existence de deux modèles : soit le gouvernement local avance le capital social nécessaire à la création d'une société indépendante et rémunère les services de cette société ; soit il envoie des agents à Pékin pour devenir directement partie prenante de l'entreprise de sécurité publique. Le fonctionnaire local, souvent issu du bureau des lettres et visites, s'installe à Pékin où il traque les pétitionnaires originaires de sa ville.

D'après le journaliste, les gouvernements locaux rémunèrent la nuit de détention entre 200 à 300 yuans (14 à 21 euros) par personne, ce qui représente la principale source de revenus de ces sociétés de sécurité publique clandestines. D'après le journaliste, le budget annuel de l'administration publique pour l'interception de pétitionnaires était par exemple de 100 000 yuans pour la seule ville de Yuzhou (禹州, province du Henan), dont Wang Gaowei est originaire.

Yu Jianrong rapporte que le développement de la pratique des prisons clandestines répond à un double besoin. D'une part, les cadres locaux doivent maintenir un certain degré de stabilité ; en effet, ils risquent de perdre leur poste s'ils ne parviennent pas à contrôler le flux des pétitionnaires se rendant à la capitale. D'autre part, l'activité est très lucrative. Tian Cheng rapporte que, dans l'affaire Wei Gaorong et Bai Rongxing, il s'agissait au départ du désir du gouvernement local d'assurer la stabilité, ce qui conduisit celui-ci à envoyer un cadre à Pékin, avant que l'affaire ne devienne un moyen de rémunération à part entière pour Wei et Bai.

Bai Rongxing était ainsi arrivé la première fois en 2010 à Pékin, où il avait été affecté à la recherche de pétitionnaires originaires du Henan. Il était alors officiellement enregistré en tant que cadre du bureau des lettres et visites de la ville de Yuzhou. Mais Bai et Wang ont rapidement développé le champ d'activité de leur entreprise, en proposant leurs services aux villes voisines de Yuzhou. Comme le rappelle le journaliste, les perspectives de profit étaient suffisamment importantes pour rendre acceptable le risque de poursuite judiciaire.

Mais ce système précaire et illégal d'interception des pétitionnaires a récemment montré ses limites. Le gouvernement central a exprimé sa volonté de réformer l'institution, pour mettre en place un mécanisme solide et

légal de résolution des pétitions irrégulières.

Les projets politiques de réforme du système de pétition

Le système des pétitions est dans un processus continu de réforme depuis sa création. L'intention sous-jacente demeure la même : régler le problème endémique de l'impact des mouvements de protestation sur la stabilité sociale. L'arrivée dans la capitale de cortèges de pétitionnaires ou de pétitionnaires individuels pugnaces, qui persistent inlassablement à recourir au système pour pouvoir obtenir le redressement d'un tort, est perçue par les pouvoirs politiques comme un risque majeur pour la stabilité sociale. Comme le rappelle Liu Xiangang, les protestations, de plus en plus violentes et revendicatives, rendent une réforme nécessaire.

Xin Shengzhi rapporte que Jia Qinglin, membre du Bureau politique, a confirmé lors de la XI^e session du Comité permanent de l'Assemblée populaire législative, en mars 2013, la volonté des pouvoirs publics de mettre en place un système robuste de résolution des pétitions irrégulières. Comme le rapporte le journaliste, ce projet de réforme n'est pas nouveau. Un comité de réflexion, qui a mené des enquêtes dans diverses provinces, a déjà établi un rapport dès 2009, et un autre en 2012. Le journaliste rappelle les étapes principales de la réforme du système. Depuis 2005, un règlement du Bureau central des affaires légales et politiques sur la procédure à suivre dans la résolution de pétitions dispose qu'il est possible, après avoir pétitionné auprès du Parti à l'échelon local, d'élever la demande

à un échelon *bis* puis *ter* (ville, province, puis Bureau national, à Pékin). Mais, une fois les trois degrés épuisés, la demande ne peut plus être entendue. Toutefois, ces directives ne suffisent pas à empêcher les pétitionnaires les plus déterminés de continuer à formuler des doléances pour la même cause. Le journaliste rappelle aussi que les autorités publiques ont amélioré la qualité des auditions, les rendant publiques, et obligeant les autorités à diligenter des enquêtes afin de mieux satisfaire les demandeurs.

Une réforme contraire à l'avancée de l'État de droit ?

Le nouveau projet de réforme datant du mois de mars 2013 est déjà l'objet de critiques, comme le rapporte l'article de Liu Xiangang. Ce dernier se pose la question de la conformité de cette réforme à l'État de droit. L'auteur résume la proposition : si le pétitionnaire maintient sa contestation, la cour supérieure compétente procédera à une audition avec toutes les parties prenantes à l'affaire, et y mettra un

terme définitif. L'auteur exprime l'idée que, si la réforme part d'une bonne intention, elle va dans le sens inverse d'une amélioration de l'État de droit et représenterait un retour à l'autoritarisme. L'argument de l'auteur est qu'une telle procédure ne donnerait aux demandeurs aucune des protections de base qu'est censé offrir un État de droit. Le juge prendrait une décision autoritaire sans le passage par un vrai procès où les droits des parties sont garantis par des règles solides de procédure.

C'est pourquoi, selon Liu Xiangang, la réforme devrait aller dans le sens d'une normalisation

« Ces sociétés interceptent, détiennent et rapatrient les pétitionnaires dans leur ville ou leur campagne d'origine, en échange d'une commission versée par le gouvernement local. »

de la procédure judiciaire et tenter de ramener le plus possible de demandes dans le champ de compétence des cours de justice. L'auteur met en avant toutes les contradictions et les faiblesses du modèle chinois, qui tente d'améliorer les procédures de résolution des différends sans vraiment savoir dans quelle direction aller.



6. Au Xinjiang, derrière le développement, le défi du maintien de la stabilité

MARC JULIENNE

SOURCES :

- Li Wei⁴⁹ (entretien), « Nous avons tant besoin d'une loi antiterroriste », *Xiaoxiang chenbao*, 29 juin 2013.
- Ma Pinyan⁵⁰ (entretien), « Prévenir les menaces contre la gouvernance », *Xinlang xinwen - Sina News*, 5 juillet 2013.
- Zhang Chi⁵¹, « Les mesures de Zhang Chunxian », *Fenghuang zhoukan*, 17 juin 2013.
- Zhang Chi, « Rapport sur l'extrémisme au Xinjiang », *Fenghuang zhoukan*, 25 mai 2013.
- Zou Wei, Li Bin et Mao Yong⁵², « Quatre questions sur la violente attaque terroriste du 26 juin à Shanshan », *Xinhua*, 5 juillet 2013.

⁴⁹ Li Wei est directeur du centre de recherche sur le terrorisme au CICIR (China Institute of Contemporary International Relations).

⁵⁰ Ma Pinyan est chercheur à l'institut de l'Asie centrale de l'académie des sciences sociales (CASS) du Xinjiang.

⁵¹ Zhang Chi est journaliste au *Fenghuang zhoukan*.

⁵² Zou Wei, Li Bin et Mao Yong sont journalistes à *Xinhua*.

Le Xinjiang se trouve actuellement dans une situation paradoxale, entre un développement économique fulgurant et la persistance de l'instabilité liée à des troubles socio-ethniques et à ce que les autorités chinoises qualifient de « menace terroriste ». Les articles sélectionnés reviennent sur les progrès considérables que connaît le Xinjiang, ainsi que sur les mesures prises en matière de maintien de la stabilité, au lendemain d'un nouvel événement tragique.

Un développement socio-économique sans précédent

Dans un constat commun, Ma Pinyan et Zhang Chi notent que le Xinjiang se développe à une vitesse sans précédent depuis trois ans. Datant de 2010, ce tournant correspond d'une part à la tenue en mai 2010 à Pékin de la conférence centrale du Xinjiang sur le travail (中央新疆工作座谈会, *zhongyang xinjiang gongzou tanhui*), et d'autre part à l'arrivée en avril 2010 de Zhang Chunxian à la tête de la région⁵³. Zhang Chi consacre à ce dernier un article détaillé et louangeur : après cinq ans passés à la tête de la province du Hunan, nous explique-t-il, Zhang Chunxian aurait manifesté un dynamisme particulier dans la reprise en main de la situation au Xinjiang, qui ne faisait que se détériorer. Lors de son discours d'investiture, il avait exposé une véritable stratégie politique, n'hésitant pas à communiquer des chiffres tabous jusqu'alors, tels que le classement national du Xinjiang en termes de revenu disponible par habitant urbain, la province étant passée de la 17^e à la 30^e place en l'espace de dix ans⁵⁴. Il veut donc sortir le Xinjiang du « cercle vicieux des politiques chaotiques de la carotte et du bâton » (跳出“刚柔轮回”的治乱循环, *tiaochu « gang rou » lunhui de zhiluan xunhuan*), pour le mener vers un « développement nouveau » (新发展, *xinfazhan*), c'est-à-dire un

développement économique, industriel, social et culturel.

Et cette politique semble porter ses fruits. D'après les chiffres de Zhang Chi, 1,5 million de personnes auraient trouvé un travail durant les trois dernières années, avec un record en 2011 de 566 000 nouveaux emplois. Ma Pinyan ajoute que le gouvernement provincial dépense annuellement plus de 480 milliards de yuans - soit 70 % des dépenses publiques - dans l'amélioration de la « qualité de vie » (民生, *minsheng*) des populations. La croissance régionale, enfin, dépasse les 11 % par an depuis 2010.

Le secrétaire Zhang encourage également le développement économique et industriel de la région, en particulier dans les secteurs énergétique et des infrastructures. Par exemple, dans le domaine de l'énergie et de l'eau, un grand nombre de projets émergent : l'exploitation, d'ici 2015, de gaz naturel sur les rives de la rivière Yarkand ; l'accès à l'eau courante pour les populations rurales (34,3 millions de personnes à l'horizon 2015) ; l'exploitation de la mine de houille de Santanghu, dans le district de Barkol, d'une capacité de 14,95 milliards de tonnes ; et la construction d'un réseau électrique à haute tension qui viendra se connecter aux autres réseaux nationaux du centre et de l'est du pays, afin de « distribuer l'électricité du Xinjiang » (疆电外送, *jiang dian wai song*) à très grande échelle. Le développement économique de la région passe aussi par la modernisation des infrastructures de transports. Zhang Chunxian veut faire du Xinjiang un « nouveau pont eurasiatique » (新欧亚大陆桥, *xin ouya daluqiao*), et il a fait appel pour cela à dix-neuf provinces partenaires pour participer à l'« aide au Xinjiang pour la construction » (援疆代建, *yuanyang dai jian*), la priorité étant donnée à l'aménagement d'autoroutes. Ainsi, ces projets de développement ont pour conséquence directe l'implantation

⁵³ Comme nouveau secrétaire du Parti dans la région autonome du Xinjiang.

⁵⁴ Plus précisément, de 1999 à 2009.

d'entreprises qui désirent investir dans ces nouveaux marchés. Toutefois, l'un des freins au développement du Xinjiang reste la pénurie de personnel qualifié. D'après les statistiques du bureau des ressources humaines et de la sécurité sociale, la région autonome ne dispose que de 358 000 personnes hautement qualifiées, d'où la nécessité d'attirer les talents.

Le défi du « maintien de la stabilité »⁵⁵

En parallèle de ce développement fulgurant, le Xinjiang est confronté à d'importantes menaces pour sa stabilité, comme le montre le dernier événement en date du 26 juin 2013. Les journalistes de *Xinhua* partis enquêter sur place retracent le déroulement des événements : tôt le matin, un groupe de contestataires a pris d'assaut le poste de police du village de Lukeqin, dans le district de Shanshan. Des bâtiments, véhicules et magasins ont été incendiés, et 35 personnes tuées, parmi lesquelles 24 policiers et civils – dont 16 personnes de la minorité ouïghoure.⁵⁶

Les autorités chinoises ont immédiatement qualifié l'événement d'« attaque terroriste » (暴力恐怖袭击, *baoli kongbu xiji*) et ont accusé des organisations terroristes séparatistes basées à l'étranger et revendiquant l'indépendance du « Turkestan oriental » (东突, *Dongtu*) d'être à l'origine de cette attaque. Parmi ces organisations, l'East Turkestan Islamic Movement, Etim (东突厥斯坦伊斯兰运动, *Dongtujue sitan yisilan yundong*), qui est inscrit sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis, dans le contexte de la coopération internationale post-11 septembre. Zhang Chi et Li Wei mentionnent également le Parti d'opposition

du Turkestan oriental (东突反对党, *Dongtu fanduidang*) ou encore le Congrès mondial ouïghour (世界维吾尔代表大会, *shijie weiwu'er daibiao dahui*, ou 世维会, *shi wei hui*), basé à Munich. Ces organisations représentent la plus grande menace aux yeux du pouvoir chinois, et sont directement associées aux « trois forces du mal » (三股势力, *sangu shili*) définies par Pékin comme le « terrorisme » (暴力恐怖势力, *baoli kongbu shili*), le « séparatisme (ethnique) » (民族分裂势力, *minzu fenlie shili*) et l'« extrémisme religieux » (宗教极端势力, *zongjiao jiduan shili*).

L'attaque de Lukeqin vient s'ajouter à une série d'événements meurtriers au Xinjiang ces dernières années. On peut mentionner notamment les émeutes d'Urumqi, capitale de la région autonome, le 5 juillet 2009 (197 victimes), les attaques de Hotan le 18 juillet 2011 (18 victimes), de Kashgar le 31 juillet 2011 (18 victimes), ou encore celle, plus récente, de Bachu, le 23 avril 2013 (21 victimes). La récurrence de ces attaques incite les autorités centrales et régionales, ainsi que les milieux académiques, à chercher des solutions pour renforcer le maintien de la stabilité au Xinjiang.

État des lieux de la sécurité publique au Xinjiang

Dans son article daté du 25 mai 2013, et paru après les événements du 23 avril à Bachu, Zhang Chi propose un bilan des mesures prises pour renforcer la sécurité dans la région autonome, en particulier au travers des initiatives de Zhang Chunxian depuis 2010, et du *Rapport d'enquête 2012 sur la sécurité publique au Xinjiang*. En décembre 2010, le secrétaire Zhang a présenté un plan de « maintien de la stabilité en 32 mesures » (维稳32项措施, *weiwen 32 xiang cuoshi*), donnant la ligne directrice et les méthodes pour prévenir, découvrir et punir les activités terroristes, en privilégiant tout particulièrement

⁵⁵ 维稳, *weiwen*.

⁵⁶ Les autorités ont par contre entièrement tu la répression très importante de manifestants pacifiques ouïghours à Hanerik, qui aurait fait plus de 100 morts (*New York Times*, 26 août 2013).

la prévention. À l'heure actuelle, au Xinjiang, plusieurs types d'« équipes de prévention » (专职联防队, *zhuanzhi lianfang dui*) quadrillent étroitement quartiers, rues et collectivités. Parmi celles-ci : la « police d'assistance » (协警, *xiejing*), les « travailleurs communautaires » (社区工作人员, *shequ gongzuo ren yuan*), la « police communautaire » (社区警务, *shequ jingwu*), sans compter les véhicules mobiles de la police. D'après le *Rapport d'enquête 2012 sur la sécurité publique au Xinjiang*, le « quadrillage » (网格化, *wangge hua*) des espaces est la stratégie de lutte antiterroriste la plus efficace. Urumqi par exemple, est divisé en plus de 2 500 unités, chacune surveillée 24 heures sur 24 par les différents types d'« équipes de prévention ». Chaque poste de police est en charge d'une zone et de ses voies de circulation, tandis que des patrouilles mixtes composées d'agents de la police d'assistance et du SWAT (特警, *tejing*), parcourent chaque quartier, rue et collectivité. Pour mener à bien ce « quadrillage » de toute la région, le Xinjiang a lancé un plan de recrutement de 8 000 agents de police, pour atteindre l'objectif d'« une police par village » (一村一警, *yicun yijing*), voire de « plusieurs polices par village » (一村多警, *yicun duojing*). Fin 2012, plus de 50 % des zones urbaines étaient « quadrillées ». Bien entendu, et comme le recommande Li Wei, il faut non seulement renforcer les effectifs et leur formation, mais aussi les équipements de maintien de la stabilité. À ce titre, par exemple, 735 caméras de surveillance ont été installées autour du centre de commandement d'Urumqi.

« En parallèle de ce développement fulgurant, le Xinjiang est confronté à d'importantes menaces pour sa stabilité, comme le montre le dernier événement en date du 26 juin 2013. »

Vers une loi antiterroriste

Pour une approche plus globale de la lutte contre le terrorisme, Li Wei préconise d'agir à la fois sur le terrain, mais aussi sur le plan législatif et international. En effet, le terrorisme ne menace pas exclusivement le territoire chinois, et Pékin doit donc coopérer avec ses voisins dans la « lutte contre le terrorisme international » (打击国际恐怖势力, *daji guoji kongbu shili*). À l'échelle interne également, Li Wei milite pour la promulgation d'une « loi antiterroriste » (反恐法, *fankong fa*). Il est nécessaire selon lui de distinguer les « crimes de terrorisme » (恐怖犯罪, *kongbu fazui*) des « crimes de droit commun » (一般犯罪, *yiban fazui*) pour pouvoir juger les premiers différemment des seconds. Une première étape a été franchie en décembre 2001, via un amendement du Code pénal, au moment même où la Chine participait à l'élaboration de conventions internationales pour la lutte contre le terrorisme. Un second amendement a également été voté en 2012. Ces réformes prévoient tout d'abord la distinction juridique entre l'organisation terroriste et ses dirigeants d'une part, et les membres actifs d'autre part, fixant des peines plus lourdes pour les premiers. Ces réformes criminalisent ensuite le financement de ces organisations, tout comme la fourniture de produits « toxiques » (毒害性, *duhai xing*), « radioactifs », (放射性, *fangshe xing*), « pathogènes ou infectieux » (传染病病原体, *chuanranbing bingyuanti*), ou de toute autre substance nocive.

Néanmoins, la législation actuelle comporte un grand nombre de lacunes. Tout d'abord, les notions de « crime de terrorisme »,

d'« activité terroriste » (恐怖活动, *kongbu huodong*), d'« organisation terroriste » (恐怖活动组织, *kongbu huodong zuzhi*) et d'« acte terroriste » (恐怖行为, *kongbu xingwei*) ne sont pas clairement définies. En conséquence, les « crimes de terrorisme » sont considérés tantôt comme une atteinte à la « sécurité publique » (公共安全, *gonggong anquan*), tantôt comme une atteinte à la « sécurité nationale » (国家安全, *guojia anquan*), ce qui ne facilite pas leur prévention. Enfin, il n'existe aucune base légale pour juger les terroristes usant du cyberspace et des technologies de l'information.

Ces problématiques sont toutefois déjà en discussion, eu égard, d'une part, à l'adoption par l'Assemblée nationale populaire (ANP) en octobre 2011 d'une décision pour le « renforcement des travaux sur la lutte contre le terrorisme », d'autre part à l'engagement du ministre de la Sécurité publique, Guo Shengkun, le 26 juin dernier devant cette même ANP, de promouvoir un projet de loi antiterroriste.



7. Aux origines du chômage des jeunes diplômés : crise conjoncturelle ou facteurs structurels ?

AGATHA KRATZ

SOURCES :

- Huang Xinghua, « Les jeunes diplômés talentueux ont du mal à trouver du travail », *Xinhua News - Discussions*, 18 mai 2013.
- Éditorial, « Difficile contrôle et résolution du chômage des jeunes diplômés », *Caijing*, 2 juin 2013.
- Éditorial, « La “blue-collarization” de l'emploi des jeunes diplômés : un défi pour toute une génération », *Nanfang dushi bao*, 12 juin 2013.
- Xu Bo et Zhou Rui, « Le chômage des jeunes diplômés vient-il simplement de l'augmentation de leur nombre ? Questions sur le chômage des jeunes diplômés », *Xinhua News*, 2 juin 2013.

Le 18 mai 2013, Xi Jinping a rendu visite au centre de promotion et de développement des ressources humaines de la ville de Tianjin. L'article de Huang Xinghua rédigé pour *Xinhua News* nous présente une photo du Président chinois discutant, l'air soucieux, avec les responsables du centre. Cette photo

illustre bien l'inquiétude qui s'est emparée des acteurs politiques, économiques et universitaires face à un chômage des jeunes diplômés en croissance continue durant ces dernières années. Chacun des articles présentés apporte son interprétation propre du phénomène, qui diffère parfois fortement d'une source à l'autre. On observe deux grands courants de pensée néanmoins : l'un qui attribue des origines principalement conjoncturelles à la situation actuelle, l'autre qui discerne un malaise structurel à l'origine de ce phénomène inquiétant et déstabilisateur.

En effet, alors que, depuis les années 2000, le nombre de jeunes diplômés n'a cessé d'augmenter, un rapport de la Chinese Academy of Social Sciences⁵⁷ indique que le taux de chômage de ces jeunes diplômés s'est également fortement accru depuis 2008. De 9,1% en 2008, celui-ci est passé à 12 % en 2010 puis à 17,5 % en 2011. En 2012, note le même rapport, près de 100 000 jeunes diplômés n'ont pas trouvé de travail.

Davantage d'étudiants malgré une croissance ralentie

Selon Huang Xinghua, le chômage des jeunes diplômés est principalement dû à l'augmentation rapide et massive de leur nombre. Il rappelle notamment qu'entre 2001 et 2013, ce dernier est passé de 1,15 million à près de 7 millions. Cette augmentation est impressionnante et bien au-delà des objectifs que s'était fixé le gouvernement en lançant sa politique d'« élargissement du recrutement » (扩招改革, *kuozhao gaige*) à la fin des années 1990, qui prévoyait « seulement » de doubler le nombre des étudiants en Chine.

Par ailleurs, la formation des jeunes diplômés est souvent inadéquate, selon l'auteur. La structure de l'économie est en contradiction avec l'offre universitaire et les choix éducatifs

⁵⁷ Cité dans l'article de Huang Xinghua.

des jeunes chinois, qui se ruent vers les sciences sociales au lieu de se concentrer sur les formations technologiques, lesquelles ne connaissent pas la crise.

Cette situation difficile est également influencée, selon lui, par un environnement international et domestique dégradé : aux retombées de la crise mondiale s'ajoute une croissance chinoise en baisse, pesant sur les perspectives économiques futures et le marché de l'emploi. Huang Xinghua note enfin que les étudiants fraîchement diplômés sont encore trop peu formés, et disposent d'une expérience professionnelle souvent limitée, ce qui décourage les employeurs. D'où le pessimisme de l'auteur : selon lui, il est peu probable que la situation s'améliore à court terme.

L'éditorial du *Nanfang dushi bao* va dans la même direction. L'auteur cite une étude⁵⁸ de Hu Ruiwen, ancien président de l'Académie des sciences de l'éducation de Shanghai, qui montre qu'entre 2010 et 2020 la Chine produira 94 millions de nouveaux diplômés, mais que l'offre de postes de « cadre » (ou de « col blanc », 白领, *bailing*) ne sera que de 46 millions. Ainsi, près de la moitié des jeunes diplômés de l'université devront se contenter d'un poste de « col bleu » (蓝领, *lanling*). Commentant son étude, Hu Ruiwen explique que ce phénomène est une fatalité et que, malheureusement, malgré les efforts et les lourds investissements consentis par les familles, nombre de jeunes devront se contenter d'un emploi d'ouvrier.

Tempérer les attentes des jeunes Chinois

Ce fatalisme se retrouve dans les recommandations du *Nanfang dushi bao*.

⁵⁸ « Analyse de la demande et de l'offre de compétences et de la structure de l'éducation sur la base du recensement et des statistiques professionnelles ».

Selon l'éditorial, les jeunes Chinois doivent simplement se faire à l'idée que l'économie chinoise ne peut pas créer assez de postes de col blanc pour tous ses diplômés. Il faudra donc nécessairement que certains de ces étudiants acceptent des postes dans des entreprises commerciales, dans l'industrie (comme cols bleus) ou dans la « nouvelle agriculture ». Et le journal de poursuivre sur un ton fataliste : Après de nombreuses années de déceptions et de désillusions, les étudiants accepteront leur statut de col bleu. Avec l'extinction du dividende démographique chinois, les salaires augmenteront, ce qui améliorera leur situation. Après un temps, ceux-ci pourront eux aussi faire partie de la classe moyenne.

C'est donc surtout en tempérant les attentes des jeunes diplômés que l'on règlera le problème du chômage des jeunes. C'est pourquoi les jeunes « ne doivent pas se penser supérieurs, et doivent abandonner leur arrogance » (不要认为自己高人一等, 要放下架子, *bu yao renwei ziji gaorenyideng, yao fangxia jiazi*), puisqu'il existe en Chine assez de postes pour tous les diplômés. Simplement, tous n'obtiendront pas nécessairement l'emploi, le niveau de rémunération ou la localisation désirés.

Un soutien gouvernemental nécessaire

Huang Xinghua est moins résigné que ses confrères du *Nanfang dushi bao*. Selon lui, le gouvernement a déjà lancé une série de plans pour aider l'emploi des jeunes : le plan pour promouvoir l'emploi, le plan pour l'entrepreneuriat, le plan pour l'aide et les services pour l'emploi, etc. Certains gouvernements locaux ont également mis en place des programmes pour « envoyer les jeunes à la campagne » et donc limiter la concentration des demandeurs d'emploi en ville.

Mais le gouvernement peut faire plus. Il

devrait : accroître le « macrocontrôle » du marché de l'emploi, mettre en place un système d'assurance pour l'emploi des jeunes, renforcer la relation entre universités, étudiants et employeurs, et améliorer les services pour l'orientation et l'aide à l'emploi. Par ailleurs, l'entrepreneuriat doit être encouragé, notamment dans les domaines de l'innovation et, pour cela, l'offre éducative doit être améliorée. Enfin, il faut augmenter le nombre des opportunités d'apprentissage et de stages, pour permettre la formation professionnelle des étudiants préemploi, et améliorer leur intégration dans le monde du travail.

Une structure économique inadaptée

L'éditorial de *Caijing* présente une vision très différente du phénomène. Il revient tout d'abord lui aussi sur les causes conjoncturelles du chômage des jeunes. Évidemment, « l'«élargissement aveugle» du recrutement des universités » (大学“盲目扩招”, *daxue mangmu kuozhao*) dans un contexte économique en berne offre une explication facile et satisfaisante pour l'essentiel ; et, d'ailleurs, nombre d'éditorialistes se réfèrent à ces deux facteurs comme aux « principales causes du désastre » (两大 « 罪魁祸首 », *liangda zuikuihuoshou*). Pour les éditorialistes de *Caijing*, la décélération économique a très probablement influé sur le taux de chômage des jeunes mais, selon eux, les deux ne sont pas, comme certains le pensent, « inséparablement proches » (但并没有紧密的正相关关系, *dan bingmeiyou jinmi de zheng xiangguan guanxi*). En effet, alors que la croissance était au plus haut durant ces dernières années, le chômage des étudiants n'a pas pour autant décliné.

C'est pourquoi ceux-ci cherchent d'autres raisons derrière l'augmentation du chômage des jeunes. Ils notent que la « croissance sans emploi » (无就业增长, *wujiuye zengzhang*) constitue généralement un problème pour

les pays développés, et non pour les pays émergents. La croissance de ces pays étant généralement tirée par les secteurs de l'innovation, de la recherche et des technologies, ainsi que par les services haut de gamme, elle est peu créatrice d'emplois. Par ailleurs, les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, et notamment l'industrie manufacturière, y sont en déclin.

La Chine, pour sa part, ne devrait pas connaître ce problème, puisque l'innovation et les services ne contribuent pour le moment que très marginalement à son activité économique et à sa croissance. Mais cette dernière n'a pas non plus été tirée par le développement de l'industrie manufacturière au cours des dernières années. En effet, la croissance promue depuis 2008 s'appuie sur les investissements en infrastructures, peu favorable à l'emploi des jeunes.

C'est donc dans la structure de l'économie et de la croissance qu'il faut trouver la source de ce chômage. Le soi-disant « recrutement aveugle » des universités n'y est pour rien, et le nombre d'étudiants en Chine n'a rien d'étonnant comparé à la population totale. C'est pourquoi il convient plutôt de se demander pourquoi la deuxième économie mondiale ne peut absorber l'offre actuelle de compétences qualifiées. La Chine est en retard dans son développement économique si elle ne peut offrir à ses étudiants les plus brillants que des emplois d'ouvriers ou de col bleu. Elle est notamment en retard en termes de développement de son secteur tertiaire.

Notons que les éditorialistes de *Caijing* rejoignent dans leur analyse les éditorialistes

du *Nanfang dushi bao*, puisqu'ils identifient l'accèsion à l'OMC comme le frein principal à la modernisation de la structure économique chinoise. Celle-ci a incité la Chine à se concentrer sur des productions bas de gamme, et a limité les efforts pour développer d'autres sources de croissance à plus forte valeur ajoutée. Ainsi, alors que les espérances des jeunes Chinois se développent et que chacun aspire à un emploi hautement rémunéré et

à une carrière gratifiante, la plupart des emplois proposés dans le cadre de la structure actuelle de l'économie restent des emplois industriels peu qualifiés.

Cette distorsion économique se retrouve dans d'autres secteurs, explique le *Nanfang dushi bao*, puisque, poussé par des subventions massives et des intérêts particuliers tenaces, le secteur de l'immobilier a pris dans l'économie chinoise une place

disproportionnée, alors qu'il n'offre en termes d'emploi que peu de diversité et de débouchés pour les jeunes diplômés. C'est l'une des raisons pour lesquelles, note l'éditorialiste, on trouve dans l'immobilier des hôtessees d'accueil ou des personnels de bureau ayant plus de cinq années d'études derrière eux.

Restructurer, décloisonner et libéraliser l'économie

Pour les éditorialistes de *Caijing*, comme l'augmentation rapide du chômage des jeunes diplômés est liée à la structure de l'économie, la solution doit aussi s'inscrire dans le long terme. Il faudra donc chercher à éviter les habituels plans pour l'emploi, qui n'offrent des solutions qu'à court terme et viennent même parfois interférer avec les changements nécessaires à long terme. Plus aisés à mettre

« La Chine est en retard dans son développement économique si elle ne peut offrir à ses étudiants les plus brillants que des emplois d'ouvriers ou de col bleu. »

en place, ces plans n'encouragent pas à traiter les causes structurelles du problème.

C'est pourquoi, par exemple, l'État ne doit pas tenter de s'appuyer sur les entreprises d'État pour relancer l'emploi : ceci repousserait à plus tard la réforme nécessaire de ces dernières. Il ne faut pas non plus envoyer (à nouveau) les jeunes dans les campagnes, car cela n'améliorerait en rien la situation économique.

Au contraire, il faut garder le cap de la libéralisation de l'économie et laisser de côté la planification de l'emploi et de l'activité économique. Il faut privilégier les solutions « hors système » - par exemple l'entrepreneuriat - et permettre aux ressources les plus compétitives d'entrer dans de nouveaux secteurs, plus prometteurs.

Réduire les inégalités pour promouvoir l'emploi

L'approche de Xu Bo et Zhou Rui repose elle aussi sur une étude des déséquilibres structurels de l'économie chinoise. Comme leurs collègues du *Nanfang dushi bao*, Xu et Zhou affirment que la Chine peut absorber tous les demandeurs d'emplois qualifiés qu'elle crée. Pour preuve, selon les auteurs, le Jiangsu manquait en 2012 de personnes disposant de compétences de « haut niveau technologique » (高技能, *gao jineng*). C'est pourquoi la province a dû lancer un grand programme de recrutement pour attirer les jeunes talents - avec assurance, protection sociale, avantages en nature et hauts revenus à la clef. Il en est de même à Shenyang, dans le Liaoning, où les talents se font rares dans les secteurs de la publicité, de l'information ou des services financiers par exemple, et dans le Hubei, province qui a lancé un programme pour attirer 500 000 personnes hautement qualifiées durant les cinq prochaines années.

Il en est de même en termes de secteurs. Alors

que les étudiants ingénieurs n'avaient aucun mal à trouver de travail en 2012, les étudiants en sciences sociales étaient trop nombreux, et la concurrence poussait les salaires à la baisse, parfois au niveau de ceux des travailleurs migrants (农民工工资超过大学生, *nongmingong gongzi chaoguo daxuesheng*). Par ailleurs, les postes dans les grandes entreprises d'État ou dans les administrations étaient privilégiés par les jeunes diplômés, alors que ceux des petites entreprises privées étaient négligés.

Le principal problème, pour Xu et Zhou, est donc celui de la mobilité de la main-d'œuvre. Il faut réussir à rendre celle-ci plus flexible et mobile, pour que les étudiants diplômés acceptent de chercher du travail dans certaines régions moins développées, ou dans certains secteurs moins prisés par les étudiants.

C'est pourquoi Zheng Gongcheng, professeur à l'université Renmin et cité par Xu et Zhou, explique qu'il faut absolument réduire les inégalités entre les différents types d'entreprise, entre secteurs d'activité, entre régions, ainsi que les grandes disparités de revenus, de traitement, et d'avantages sociaux entre ces dernières. Sans cela, on ne pourra ni améliorer la circulation de la main-d'œuvre, ni permettre son allocation optimale.



8. La gestion du séisme de Ya'an par le gouvernement chinois

CAMILLE BOULLENOIS

SOURCES :

- Hu Ge, Wang Xiaoqing, Wang Jing et Zhang Tao⁵⁹, « Le grand défi du tremblement de terre de Ya'an », *Xin shiji*, 29 avril 2013.
- Lan Fang et Cai Xie⁶⁰, « Wang Zhenyao : les ONG sont-elles trop nombreuses pour être efficaces ? », *Caixin Wang*, 27 avril 2013.
- Zhang Zhouyi, Xu Qianchuan et Ling Xin⁶¹, « Le grand test de la gestion du séisme de Lushan », *Caijing*, 5 mai 2013.
- Chen Xiaoshu⁶², « Grande expérimentation du système d'alerte précoce des tremblements de terre : le système est encore au stade de projet », *Caijing*, 20 mai 2013.
- Hua Lu⁶³, « Publique, collective, individuelle : trois échelles de l'aide », *Caijing*, 5 mai 2013.

Le 20 avril 2013, le district de Lushan de la

⁵⁹ Reporters à *Xin Shiji* (un magazine de *Caixin*).

⁶⁰ Journalistes à *Caixin*.

⁶¹ Journalistes à *Caixin*.

⁶² Journaliste à *Caijing*.

⁶³ Journaliste à *Caijing*.

ville de Ya'an (Sichuan) a été secoué par un séisme de magnitude 6,6, qui a fait 196 morts, 21 portés disparus et 11 470 blessés. Pour les journalistes chinois, impossible de ne pas établir une comparaison avec le séisme de 2008, à Wenchuan, qui avait été particulièrement destructeur.

Si, pour tous les observateurs, un réel progrès a été réalisé dans la gestion de ce type de crise par le gouvernement chinois, ce séisme a néanmoins suscité des questions sur les possibilités d'améliorer l'efficacité du système de secours et sur l'état de préparation de la région à l'éventualité d'un nouveau séisme. La catastrophe a également mis en avant le rôle nouveau des acteurs de la société civile dans l'organisation des secours.

Le système de gestion d'urgence

Wang Zhenyao, ancien directeur du département de gestion d'urgence des catastrophes au ministère des Affaires civiles et directeur de l'institut de recherche sur la philanthropie à l'École normale supérieure de Pékin, affirme que « cette fois, le système de gestion d'urgence a été mis en place très rapidement »⁶⁴.

En effet, les articles étudiés font tous état d'une nette amélioration dans l'efficacité des secours. Cette amélioration tient à l'expérience du séisme de Wenchuan et à l'enclenchement d'une « procédure d'urgence » (应急救灾系统, *yingji jiuzai xitong*) éprouvée lors d'un exercice général en 2012.

Dans les instants qui ont suivi le séisme, le système de secours d'urgence a été lancé au sein du gouvernement provincial du Sichuan, à Chengdu, considéré comme l'institution la plus expérimentée de Chine en matière de gestion des séismes⁶⁵. Deux heures après,

⁶⁴ « 这次（应急体系）启动非常快 ».

⁶⁵ D'un point de vue organisationnel, le bureau de

le Conseil d'État tenait une réunion avec les responsables des différents départements impliqués dans la gestion du séisme, tandis que la première troupe militaire de la région de Chengdu arrivait sur la zone sinistrée.

Selon les articles, l'efficacité de la gestion des secours tient aussi à la rapidité avec laquelle le gouvernement a pris conscience de l'ampleur et de la gravité du séisme. Le « niveau un » de gestion d'urgence, s'appliquant aux « catastrophes majeures » (特别重大的灾害, *tebie zhongda de zaihai*), a été décrété trois heures seulement après le début du séisme, alors que cinq heures avaient été nécessaires en 2008. Ce progrès démontre l'efficacité de plus en plus grande du système de remontée et d'analyse des informations.

Les limites de la gestion gouvernementale

Malgré les nets progrès réalisés, les auteurs regrettent que certaines lacunes importantes demeurent, et notamment la mauvaise gestion des transports directement après le séisme, causant un encombrement des voies de secours et d'approvisionnement.

En effet, malgré des mesures prises pour améliorer l'accès par voie rapide entre Chengdu et Ya'an, certains villages des alentours sont restés longtemps isolés. Les véhicules apportant les équipements de secours et les biens de première nécessité ne pouvaient pas accéder aux zones à secourir en raison de glissements de terrain et de coulées de boue. Le Centre de gestion d'urgence provincial du Sichuan (四川省应急办指挥中心, *sichuansheng yingji ban zhihui zhongxin*) est responsable devant le bureau de gestion d'urgence du Conseil d'État (国务院应急办, *guowuyuan yingji ban*) et oriente les secours civils et militaires aux échelons provincial et municipal. Il forme une structure en réseau et collabore avec des membres des ministères des Finances, des Affaires civiles, des Transports, de la Sécurité et de la Commission nationale de la réforme et du développement.

de pierres qui avaient endommagé les routes. À cela s'est ajouté le manque d'hélicoptères disponibles, pourtant un élément essentiel des premiers secours dans cette région montagneuse.

Ces difficultés d'accès sont aussi dues à une mauvaise gestion des priorités de transport. Les permis spéciaux permettant l'accès à la zone sinistrée ont en effet été distribués de manière laxiste, selon *Cajijing*, ce qui a provoqué l'arrivée en masse de volontaires. Les routes, trop étroites, se sont trouvées rapidement engorgées, et les premiers secours ont eu beaucoup de difficultés à gagner les lieux de la catastrophe. Wang Zhenyao affirme par conséquent que la clarification des priorités de transport permettrait d'améliorer la gestion des catastrophes en Chine.

Selon l'article de *Cajijing*, le séisme de Ya'an a mis en évidence les limites du système en réseau existant à l'échelon du gouvernement provincial pour répondre à une catastrophe. Si celui-ci s'avère en effet très efficace pour orienter et organiser les secours depuis le haut de la pyramide hiérarchique, il ne permet pas de prendre en compte l'ensemble de la zone sinistrée, laissant de nombreux villages isolés.

Négligences dans la prévention en amont

Les difficultés d'accès des secours dans les zones sinistrées ont mis en évidence le manque de prévention et le mauvais respect des normes de construction antisismiques en amont.

Dans le bourg de Longmen, qui compte 25 tués et 28 blessés graves, les villageois interrogés par *Caixin* affirment ne jamais avoir participé à des exercices d'évacuation. Pourtant, un cadre du district indique que ceux-ci étaient effectués une fois par an et qu'une documentation concernant les procédures à suivre en cas de séisme avait

été diffusée. Cette contradiction s'explique en partie par le fait que, dans ce village, comme dans beaucoup d'autres, la plupart des actifs partent travailler en ville. Seuls restent les enfants et les personnes âgées, qui pour la plupart ne savent pas lire les instructions envoyées par le gouvernement local.

Hua Lu compare cette situation avec celle du Japon, où la lutte contre les risques naturels passe avant tout par la prévention et par l'accroissement de la capacité des échelons locaux à autogérer des situations de crise sans attendre un hypothétique secours du gouvernement central. Il exprime ainsi clairement son souhait de voir se mettre en place une politique comparable en Chine.

En ce qui concerne les normes de construction antisismique, les articles font état d'une amélioration du corpus légal, mais soulignent que les textes sont appliqués de manière très insuffisante, notamment dans les campagnes. Les « normes de conception parasismique des bâtiments » (建筑抗震设计规范, *jianzhu kangzhen sheji guifan*) ont en effet été révisées en 2010 par le ministère des Constructions, en réaction aux dégâts causés par le séisme de Wenchuan. Selon cet amendement, les bâtiments du district de Lushan devaient être équipés pour résister à un séisme de force 7 et ceux des villages voisins, Tianquan et Baoxing, pour un séisme de force 8. Au-delà de la reconstruction de grands bâtiments (écoles ou hôpitaux), les gouvernements locaux ont beaucoup investi, après le séisme de 2008, dans l'amélioration des bâtiments et des infrastructures de transport, et dans le renforcement des digues et des ponts.

Malgré ces mesures, les journalistes indiquent que, le jour du séisme, le district de Ya'an présentait des niveaux de sécurité plus bas que ceux de Wenchuan en 2008. Les normes antisismiques ne concernaient que les bâtiments publics, tandis que les autres constructions étaient beaucoup moins réglementées, notamment dans les campagnes. En outre, les fonds destinés à la reconstruction ont été en grande partie dirigés vers les villes, délaissant les villages. L'article de *Xin shiji* explique que, par conséquent, les campagnes chinoises constituent le point faible de la gestion des catastrophes naturelles. Selon les journalistes, seul un développement équilibré des villes et des campagnes permettrait de réduire les dégâts de façon significative.

« Malgré ces mesures, les journalistes indiquent que, le jour du séisme, le district de Ya'an présentait des niveaux de sécurité plus bas que ceux de Wenchuan en 2008. »

Le séisme aurait-il pu être prévu ?

Ya'an est habituée aux séismes : depuis l'an 1160, plus de 25 séismes destructeurs ont été enregistrés dans cette zone à haut risque sismique, appelée la « faille de Longmenshan » (龙门山地震断裂带, *longmenshan dizhen duanliedai*). Malgré ce lourd passé et malgré les recommandations des experts, les journalistes estiment que le gouvernement n'a pas su prendre la mesure du risque sismique dans cette région.

Depuis 2008, beaucoup de géologues ont en effet montré que cette faille présentait un risque sismique important. Shi Yaolin, expert en géophysique à l'Académie chinoise des sciences sociales, estime donc que « le séisme de 2013 n'était pas un accident surprenant ». Plusieurs articles font aussi état d'une controverse scientifique portant sur les

rapports entre les deux séismes. Chen Yuntai, directeur du Bureau chinois de sismologie, fait part de son étonnement : « Si le séisme de Lushan est une réplique de celui de Wenchuan, alors pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas mis en place des analyses et des contrôles détaillés après 2008 ? ».

Après le grand séisme de 2008, des chercheurs chinois ont notamment appelé à la mise en place d'un système d'alerte précoce permettant de prévenir la population plusieurs minutes avant un séisme. Existait déjà au Japon, ce système est considéré comme pouvant réduire considérablement les dégâts humains et matériels. Cependant, en raison d'incertitudes chez les responsables chinois et du coût important du projet, il est resté pour l'instant à un stade d'expérimentation. Certains experts chinois estiment en outre qu'une mise en place trop rapide, dans un pays où l'éducation et la prévention sont très faibles, pourrait créer un climat de panique et alourdir les dégâts.

En revanche, selon l'article de *Xin shiji*, un organisme privé, l'Institut pour la prévention des catastrophes de Chengdu (成都高新减灾研究所, *chengdu gaixin jianzai yanjiusuo*), a mis sur pied un système équivalent dont la zone de couverture s'étend sur une partie des provinces du Sichuan, du Shaanxi, du Gansu et du Yunnan, soit 200 000 km². Cet organisme, explique les reporters, a diffusé des informations actualisées sur le séisme quelques minutes puis quelques secondes avant les premières secousses. Cependant, en raison de lacunes du réseau des télécommunications et de logiciels, cette alerte n'a pu atteindre que 3 000 personnes. Les journalistes insistent donc sur la nécessité de revoir le système et de le diffuser à l'échelle régionale.

Mobilisation de la société civile

Enfin, le séisme de Ya'an a mis en évidence la mobilisation très importante de la société civile, tant dans la collecte de fonds que dans l'organisation des secours.

Les ONG sont des acteurs relativement nouveaux en Chine et avaient jusqu'à présent une capacité d'action limitée. Selon les journalistes de *Caixin*, depuis la grande inondation de 1998⁶⁶, seules les organisations gérées par l'État (connues sous l'acronyme Gongo, « government organized non-governmental organization ») étaient agréées pour recevoir les dons du public et les utiliser. Lors du séisme de 2013, pour la première fois, le gouvernement n'a pas restreint le nombre d'organismes habilités à recevoir des dons et n'a pas obligé les ONG à reverser les fonds qu'elles avaient récoltés. Les départements des affaires civiles de chaque échelon administratif se sont contentés d'orienter et de superviser les actions de secours.

De fait, les ONG ont même eu plus de succès que les Gongo. Deng Guosheng, directeur du centre de recherche sur les ONG de l'université Tsinghua, explique ainsi que de nombreux donateurs préfèrent se tourner vers les canaux non gouvernementaux depuis le scandale Guo Meimei en 2010⁶⁷, qui a grandement attenté à la crédibilité de la Croix-Rouge chinoise. En termes d'efficacité des secours, Wang Zhenyao, directeur de l'Institut de recherche chinois sur la philanthropie, estime que les ONG ont agi de manière « plus rapide, plus professionnelle et plus raisonnable » que

⁶⁶ Les crues du Yangzi, notamment dans le Jiangxi, le Hunan et le Hubei, ont tué en 1998 plus de 3 000 personnes et causé une perte économique estimée à 24 milliards de dollars.

⁶⁷ Guo Meimei avait causé un scandale en se faisant passer pour la directrice générale d'une « Croix-Rouge commerciale chinoise » sur *Weibo* et en exhibant les signes d'une extrême richesse.

lors du séisme de 2008.

Cependant, la mobilisation importante de la société civile pose le problème de son encadrement et de sa transparence. Selon Wang Zhenyao, les exigences de transparence de l'opinion publique chinoise sont beaucoup plus élevées qu'en 2008, envers les ONG comme envers les GONGO. En conséquence, les deux types d'organisation ont fait de grands efforts pour accroître la transparence de leur financement et de leurs actions. La création d'un comité de surveillance chargé d'auditer les organisations a permis d'améliorer considérablement leur gestion.

En définitive, le séisme de 2013 a mis en évidence un progrès significatif dans l'efficacité des secours et une importance accrue des organisations de la société civile. Mais la prévention en amont, la mise en place de normes de construction antisismiques dans les campagnes et l'accessibilité des zones sinistrées restent les points faibles de la gestion des catastrophes naturelles.

DÉCALAGE

9. L'exemple de Singapour et la recherche de nouveaux modèles

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

SOURCES :

- Wang Jiangyu⁶⁸, « Analysons sérieusement le modèle singapourien », *Caijing*, 31 mars 2013.
- Lu Yuanli⁶⁹, « Repensons le modèle singapourien », *Caijing*, 31 mars 2013.

Cet article, ces commentaires rapides ou opinions marquées et cette mise en regard dans le magazine économique chinois d'un discours du dirigeant singapourien historique⁷⁰, tout en mettant en lumière les raisons évidentes pour lesquelles Singapour est un « modèle attractif » pour la Chine, nuancent fortement les similitudes trop facilement établies entre le modèle singapourien et le modèle dirigiste

⁶⁸ Professeur assistant et vice-directeur du centre de recherches juridiques sur l'Asie à la National University of Singapore.

⁶⁹ Politologue, directeur du centre d'études sur Singapour, vice-directeur de l'institut d'études chinoises contemporaines, et professeur au département d'administration publique et à l'école de gestion à l'université de Shenzhen.

⁷⁰ Discours cité dans *Caijing*, 31 mars 2013 : Lee Kuan Yew, « La culture entrepreneuriale à Singapour ».

chinois (c'est le cas dans la longue analyse de Wang Jiangyu), insistent sur le cadre juridique et surtout (comme l'avait fait Lee Kuan Yew) exaltent une relation particulière entre réussite et responsabilité individuelle.

Revenons d'abord sur la citation du discours de Lee Kuan Yew sur l'entrepreneuriat social, où celui-ci revient sur ses premières analyses et exalte les vertus de l'entrepreneuriat américain, en les nuancant d'une coloration « singapourienne » : le dirigeant singapourien part de l'étude faite par le Babson College (*Research Center on entrepreneurship spirit*) tentant de définir l'esprit d'entreprise. Il s'agit d'après l'étude d'une disposition quasi obsessionnelle. La différence principale étudiée par l'étude est celle qui existe entre l'esprit gestionnaire qui tire parti des ressources existantes et l'esprit d'entreprise qui tire parti des opportunités. Au-delà de la capacité à créer, l'entrepreneur sait aussi convaincre et vendre. L'exemple argumentant ce développement est pris dans l'histoire des inventions et des prix Nobel issus de l'Angleterre post-révolution industrielle qui n'a pas su vendre ses inventions, et fait référence à la nécessité d'un leadership politique. Lee Kuan Yew y fait ici en fait l'éloge de l'esprit d'entreprise américain (par opposition à l'ex-puissance coloniale britannique), en soulignant que sa vision, désormais inspirée par les États-Unis, inclut aussi, malgré le paradoxe et les critiques, la conception d'un entrepreneuriat social, partageant les richesses obtenues dans le cadre d'une société entrepreneuriale.

Le long article de *Cajing*, inspiré naturellement par ces propos, revient d'abord sur la réussite singapourienne (le classement de Singapour par l'*Economist Intelligence Unit* place la pays comme une économie parmi les plus compétitives malgré sa petite taille), sur l'établissement de Singapour comme le siège de l'un des plus hauts PNB par habitant au monde (52 000 dollars), comme la ville la plus

compétitive d'Asie devant Hong Kong, et comme le lieu d'installation d'une communauté cosmopolite axée sur les services et la finance, mais pas exclusivement. L'article retrace aussi rapidement les racines de la vie politique singapourienne, décrit le rôle du Parti d'action populaire (PAP), la formation au pouvoir, mais aussi son évolution depuis la fondation de Singapour et l'effacement du père fondateur Lee Kuan Yew (en particulier à la lumière des dernières élections où l'opposition a réussi à réaliser une percée). Ainsi, après la première période fondatrice, on serait entré dans une nouvelle « norme » (新常态, *xin changtai*), reprenant peut-être les propos mêmes de Lee Kuan Yew il y a dix ans, disant son admiration pour le modèle entrepreneurial américain.

Les mentalités ont changé, les aspirations des électeurs se manifestent, la complaisance s'efface, se fait jour une plus grande demande de participation et de transparence des structures politiques, de pluralisme.

La caricature de Singapour comme le siège d'un pouvoir autocratique ou d'un despotisme éclairé, attisant la curiosité de l'École du Parti qui a publié une étude sur l'attractivité de ce modèle et fondé sur le voyage qu'y fit Deng Xiaoping doit être nuancée, mais avant tout son attractivité pour les Chinois déchiffrée : Singapour est un modèle d'abord parce que c'est une réussite chinoise (« 发展成功的华人国家 », *fanzhan chenggongde huaren guojia*, « un pays où s'est développée la réussite de personnes issues de la Chine »), ensuite aussi parce que c'est un modèle de « développement sur une base autoritaire » (威权发展模式, *weiquan fazhan moshi*).

Cependant, l'article se complaît un moment sur l'analyse plus fine qu'il convient de faire en revenant aux racines de Singapour, c'est-à-dire l'exemple d'une démocratie parlementaire, et du « système de Westminster », même si le modèle le plus achevé de ce système se

trouve au Royaume-Uni, au Canada et en Australie, avec en particulier l'existence d'un *shadow cabinet*. Il se réfère en particulier à l'interview en janvier 1999 dans le *New York Times* de Lee Kuan Yew, où celui-ci dit ne pas ressentir le besoin de se comporter en dictateur du fait de l'existence d'un système parlementaire. L'article insiste sur les caractéristiques réellement démocratiques du système électoral singapourien malgré la faible représentation de l'opposition (10 sièges sur 99), car elles sont incarnées principalement par le respect des lois électorales, la délimitation des circonscriptions et l'absence de fraude.

Tout cela ayant été posé, c'est, pour finir et dresser un tableau exhaustif et historique aussi de la situation politique singapourienne, à un véritable inventaire confucéen⁷¹ de ce qui fait le succès de Singapour que l'on a affaire.

Tout d'abord, les « recettes » entretenues par le PAP depuis 1959 (date de son arrivée au pouvoir, après sa création en 1954), ou plus exactement l'« astuce » (秘诀, *mijue*) de ses dirigeants dont l'objectif n'est pas seulement la prospérité générale, mais comme tout dirigeant le maintien au pouvoir, le transformant en « parti éternel » (万年执政党, *wannian zhizhengdang*). Parmi les astuces (le mot chinois reprend aussi la dimension « cachée » (秘) des méthodes efficaces de pouvoir) figurent l'insistance sur l'accession à la propriété et la primauté du droit.

Concernant l'accession à la propriété, l'article

⁷¹ Le qualificatif n'apparaît à aucun moment dans l'article, mais les points évoqués renvoient presque systématiquement à la tradition politique confucéenne, y compris dans l'interprétation du « juridisme singapourien ».

rappelle que c'est aussi une réflexion sur la cohésion sociale, et la dissuasion « anti-émeute » urbaine que constitue la propriété diffusée au sein de la population, exacerbant le sens de l'« ownership » et donc de responsabilité sur le bien commun.

Mais cette accession à la propriété fonde aussi une « société de bien-être » (福利社会⁷², *fuli shehui*) qui n'a jamais été récusée par le pouvoir singapourien, moyen de gagner les cœurs. Cette société de bien-être est aussi renforcée par le fait que l'enrichissement de l'État ne donne pas lieu à un partage des dépouilles par les dirigeants. Cette société de bien-être se retrouve dans la qualité des équipements publics (décor et mobilier urbain, voirie, etc.).

Pour finir, l'article revient sur deux points également fondateurs : d'abord un lien entre la primauté du droit issu directement de la tradition de *common law* installée par le système colonial en vigueur autrefois à Singapour et la création d'entreprises natives,

qui ont pu se développer dans le cadre libéral que cet environnement juridique permet. En effet, la gouvernance d'entreprise est directement liée aux garanties données par la *common law*, à la fois aux entreprises et à leurs fondateurs, et, en même temps, l'État singapourien a favorisé de façon déterminée l'émergence d'entreprises purement singapouriennes, parfois même en agissant de façon protectionniste, comme ce fut le cas dans le domaine monétaire et bancaire, avec des conséquences que l'auteur considère comme positives au moment de la crise

⁷² Il faut noter là l'alliance intéressante de caractères classiquement utilisés dans la pensée politique chinoise remontant aux origines légistes et confucéennes.

asiatique de 1997 dont il affirme que Singapour aurait été relativement protégé⁷³.

L'autre point est le sens de la mesure qui anime les « pères fondateurs » de la nation singapourienne : il s'agit de donner des garanties appropriées mais des avantages limités, ce qui s'est manifesté dans le contrôle des salaires et dans la contribution des salaires aux Central Provident Fund (CPF), qui assure la pérennité d'un niveau de revenus aux salariés après leur activité.

La conclusion de cet article rééquilibre de façon intéressante, en sortant de l'hésitation permanente qui l'a traversé entre l'éloge d'un Singapour-image idéale de la Chine (analyse non subversive du modèle) et la comparaison constructive avec le système chinois d'aujourd'hui, permettant d'envisager des améliorations en faveur de ce dernier. En particulier, l'évocation du lien avec la population par rapport à une réalité où les dirigeants « ne sortent pas de Zhongnanhai » (令不出中南海, *jinbuchu zhongnanhai*) est éloquente. Ainsi, au-delà de l'insistance sur le point commun que constitue un pouvoir finalement fort (mais avec l'existence d'élections avec le principe « one man one vote » à Singapour), le retour sur la primauté du droit et sur le système de sélection des élites à Singapour (« le choix des sages », 选贤举, *xuan xianju*), implicitement décrit comme différent de celui qui prévaut en Chine, sont des pistes très clairement évoquées pour se rapprocher d'un modèle que l'article n'a pas cessé de considérer comme une réussite absolue, même si ce qui est évoqué est clairement de ne pas « copier » mais d'adapter le modèle. C'est exactement le ton du court commentaire (deuxième source citée) qui revient sur l'étude de Singapour prônée par l'École du Parti en invitant à une « relecture » du modèle de Singapour, par opposition à une interprétation figée des

raisons de sa réussite, de sa stabilité sociale. Il s'agit d'une « nouvelle normalité » (新常态) comme l'évoquait le premier article, et non d'un modèle figé qui ne donnerait lieu qu'à des réflexions stériles. Là aussi, comme dans le long développement étudié précédemment, c'est une compréhension globale du modèle, et non pas l'emprunt de quelques caractéristiques, qui est recommandée par l'auteur.

Tout en nuancant aussi les effets néfastes d'une approche non distributive et purement « méritocratique » de la société, ces textes, dans une approche que l'on pourrait presque qualifier de « néoconfucéenne » ou plutôt « postconfucéenne », et en résonance les uns avec les autres, fondent la réussite d'un modèle sur les équilibres quasi-moralisateurs entre la nécessaire rétribution des efforts individuels par un État redistributeur et arbitre et le plafonnement de l'enrichissement de chacun à travers des « externalités » savamment orchestrées (la régulation des salaires et des prix de l'immobilier). Publiés à l'aube d'une nouvelle période politique en Chine, ils pourraient avoir vocation de manifester mais, même dans le cadre éditorial où ils se trouvent inclus et dans la tradition chinoise de recommandation par allusion, ils expriment des opinions encore trop consensuelles et diffuses pour avoir vraiment vocation à tracer une route au nouveau pouvoir qui se met en place.

⁷³ Evidemment, ce constat pourrait être remis en question...



10. La Chine doit développer davantage sa « diplomatie de médiation » au Moyen-Orient

MARTINA BASSAN

SOURCE :

- Sun Degang, « Sur les dynamiques de la diplomatie de médiation de la Chine au Moyen-Orient », *Guoji zhanwang*, juin 2012, pp. 14-31.

Sun Degang, professeur associé à l'institut d'études sur le Moyen-Orient du Shanghai Institute of International Studies (SIIS), analyse dans son article la « diplomatie de médiation » chinoise (斡旋外交, *woxuan waijiao*), ici dans le cas spécifique de la région du Moyen-Orient. En prenant comme exemples des articles moins récents écrits par Zhu Feng et Liu Changmin concernant la diplomatie de médiation de la Chine sur la question nucléaire coréenne⁷⁴, il constate que la Chine recourt à

⁷⁴ Dans le cadre des pourparlers à six sur la question nucléaire coréenne. Voir : Zhu Feng, « La médiation diplomatique chinoise et les pourparlers à six au sujet de la question nucléaire coréenne » (中国的外交斡旋与朝核问题六方会谈, *Zhongguo de waijiao woxuan yu chaohe wenti liu fang huitan*), *Waijiao pinglun*, (2) 2006. Zhu Feng est professeur et directeur adjoint du centre d'études internationales et stratégiques de l'université de Pékin ; Liu Changmin, « Au sujet de

ce type de diplomatie au Moyen-Orient, et il présente les motivations et les modalités de sa mise en œuvre. Le point de départ est une considération générale sur la configuration du système international et des dynamiques de coopération et de compétition politique entre les différentes puissances. Dans un contexte de multipolarisation du système international – déterminée selon Sun par l'affaiblissement de l'Occident, notamment depuis 2011 –, de l'affirmation des pays en voie de développement et du renforcement des alliances au niveau régional, la Chine a connu un développement économique sans précédent et a renforcé sa « force compréhensive » nationale (综合势力, *zonghe shili*). Ses intérêts à l'étranger sont par conséquent de plus en plus nombreux, et son statut international se développe. Selon Sun, si l'on observe la pratique et les tendances de la diplomatie de médiation chinoise au Moyen-Orient entre la fin de la Guerre froide et 2011, on peut mieux cerner les modalités de sa mise en œuvre.

Les opportunités stratégiques de la Chine au Moyen-Orient

Les changements qui ont eu lieu dans le passé à la fois sur la scène internationale et au Moyen-Orient ont offert des « périodes d'opportunités stratégiques » à la Chine (战略机遇期, *zhanlue jiyu qi*). De 1991 à 2011, deux périodes se sont succédé, correspondant à deux grands cycles de dix ans, entamés et terminés avec des grands conflits entre l'Occident et l'Islam au Moyen-Orient⁷⁵. Une troisième période

la médiation internationale vis-à-vis de la question nucléaire coréenne » (论朝核问题解决中的国际斡旋与调停, *lun chaohe wenti juejie zhong de guoji woxuan yu diaoting*), *Zhongguo zhengfa daxue chubanshe*, 2007. Liu Changmin est actuellement directrice du département de la propagande à l'École du Parti, et elle a été secrétaire du Parti à la School of Politics and Public Management.

⁷⁵ La première période correspond selon Sun à la guerre du Golfe en 1991, et la deuxième à la lutte contre le terrorisme global et aux conflits en

d'opportunité stratégique s'est ouverte depuis, selon le chercheur, avec l'aggravation de la question nucléaire iranienne et les révolutions au Moyen-Orient à partir du début 2011. Depuis, « la mise en œuvre par la Chine d'une diplomatie de médiation au Moyen-Orient est inévitable », affirme Sun. Pékin considère désormais le Moyen-Orient comme une « grande périphérie » (大周边, *da zhoubian*) de la Chine, un instrument important pour sauvegarder ses intérêts internationaux et pour remplir ses responsabilités internationales, et un point d'appui des relations stratégiques de la Chine avec les autres grandes puissances (« une plateforme de la compétition et de la coopération avec ces dernières»). La Chine a dû intervenir au Moyen-Orient au moyen d'une médiation diplomatique pour accroître son « droit de parole politique » (政治话语权, *zhengzhi huayuquan*) et « réorienter ces litiges en faveur de ses intérêts nationaux ». La mise en œuvre d'une diplomatie de médiation serait ainsi particulièrement favorable à la ligne politique chinoise « neutre, pacifique et de non-alignement ». Dans l'objectif de maintenir des relations d'amitié avec toutes les parties dans la région, et en évitant de nouer des alliances stratégiques avec certains pays en particulier, la Chine pourra se présenter comme « un modérateur juste et impartial dans tout conflit » et promouvoir non seulement une politique régionale au Moyen-Orient, mais aussi « une nouvelle forme de relations de coopération entre puissances » (新型大国合作关系, *xinxing daguo hezuo guanxi*).

Variables et formes de la diplomatie de médiation chinoise

Sun, comme l'on pouvait s'y attendre, n'oublie pas de citer les racines historiques de cette pratique – qui remonterait à l'époque des Printemps et des Automnes⁷⁶ –, mais situe le

Afghanistan et en Irak.

⁷⁶ Période de l'histoire de la Chine correspondant à la première partie de la dynastie des Zhou orientaux

début d'une diplomatie de médiation chinoise à part entière au Moyen-Orient à l'année 2002, avec la mise en place d'un système d'envoyés spéciaux pour la question israélo-palestinienne. En dix ans cette pratique « s'est développée à partir de rien » (从无到有, *cong wudaoyou*), de « superficielle est devenue plus élaborée » (由浅入深, *youqianrushen*) et, « en tâtonnant sans arrêt dans la pratique » (在实路中不断摸索, *zai shilu zhong buduan mosuo*) a tracé une nouvelle voie. Par ailleurs, ses domaines d'intervention se sont progressivement élargis⁷⁷. L'auteur présente – usant du réalisme le plus pur, et typique de la vision chinoise des relations internationales – les quatre « facteurs fondamentaux » (基本要素, *jiben yaosu*) qui influencent cette diplomatie et qui permettent de définir et de comprendre son degré de déploiement dans les situations de crise :

- 1. Le niveau d'importance des intérêts chinois** (利益相关度, *liyì xiāngguān dù*). Parmi ces intérêts se trouve, au plus haut niveau, la nécessité d'assurer les approvisionnements réguliers en ressources naturelles et de maintenir leurs prix réguliers. Juste après, l'auteur place la promotion d'un équilibre de puissance dans la région, afin d'éviter qu'une puissance extérieure à la région puisse monopoliser les affaires du Moyen-Orient. Suit la lutte contre l'apparition de tout gouvernement « antichinois » qui pourrait mettre en danger les relations amicales entre la Chine et les pays du Moyen-Orient. Enfin, on trouve la promotion de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient, pour éviter l'apparition de nouveaux troubles

(environ de 771 à 454 av. J.C.) qui tire son nom des *Annales des Printemps et des Automnes*, époque qui connaît le début d'une période de division politique et d'affrontements militaires récurrents entre des États féodaux désireux d'affirmer chacun leur hégémonie.

⁷⁷ Plus récemment, un système similaire d'envoyés spéciaux a été mis en œuvre pour les questions soudanaise et iranienne.

dans la région. En cas de menace, affirme Sun, les possibilités que la Chine intervienne avec une diplomatie de médiation s'accroissent soudain, comme dans le cas des négociations 5+1 lors de la crise nucléaire en Iran, où les intérêts pétroliers et commerciaux de la Chine étaient en danger.

2. La capacité d'influence chinoise

(权力影响度, *quanli yingxiang du*). La deuxième hypothèse de Sun est que la diplomatie de médiation chinoise ne repose pas seulement sur sa volonté d'intervention pour préserver ses intérêts, mais aussi sur ses capacités réelles de médiation.

Il prend l'exemple du Soudan où la capacité d'influence chinoise est très forte, notamment en raison des ventes d'armes et de l'aide au développement chinoises.

3. Le niveau d'attention de la communauté internationale

(国际关注度, *guoji guanzhu du*). L'attention de la société internationale vis-à-vis d'une question ou d'un conflit et les attentes internationales vis-à-vis de la Chine accroîtraient les possibilités que cette dernière déploie sa diplomatie de médiation. D'après l'auteur, les pressions internationales en faveur d'un engagement majeur de la Chine dans certaines questions internationales auraient en effet une certaine influence sur sa conduite, la Chine ayant « pris conscience de ses responsabilités internationales » (国际责任认知, *guoji zeren renzhi*). Au Moyen-Orient, l'exemple le plus

marquant est celui du conflit israélo-palestinien : « Les intérêts de la Chine dans ces territoires étant limités, la raison de son intervention réside plutôt dans son désir de prendre ses responsabilités internationales que dans une réflexion autour de ses intérêts réels ou concrets ».

4. La difficulté posée par la résolution des conflits

(危机解决难度, *weiji jie jue nandu*). D'après Sun, les risques diplomatiques et l'espace de manœuvre dans lequel la Chine peut agir jouent également un rôle important. Cela expliquerait son intervention au Soudan. Par contre, dans le cadre du conflit entre l'Iran et les Émirats arabes unis ou en Somalie, le risque diplomatique est trop grand, ce qui explique sa médiation assez limitée.

« Pékin considère désormais le Moyen-Orient comme une "grande périphérie" de la Chine. »

Sur la base d'un calcul des risques et de ses possibilités, la Chine fournit ensuite des « ressources diplomatiques » (外交资源, *wajiao ziyuan*) en quantités appropriées. Dans la mise en œuvre de sa *realpolitik*, Pékin peut déployer quatre formes ou typologies différentes de diplomatie de médiation :

1. Engagement profond

(深度介入型, *shendu jieru xing*), dans le cas où la situation de crise concerne directement les intérêts de la Chine : si Pékin a de très bonnes relations avec le pays concernés ; si la communauté internationale envisage une résolution du conflit ; si les possibilités de résolution du conflit sont assez élevées ; ou si les ressources diplomatiques mises à disposition se limitent à l'envoi d'un envoyé spécial pour résoudre le contentieux (cas de la question du Darfour au Soudan).

2. **Participation proactive** (主动参与型, *zhudong canyu xing*). Dans ce cas, la Chine « ne conduit pas les négociations, ne propose pas un agenda, n'utilise pas les deux leviers de l'aide et de la pression pour influencer le processus de négociation ». Bien que la Chine souhaite la résolution du contentieux, elle n'a aucun intérêt à l'accélérer, et adopte de préférence un rôle moins actif en agissant via des organisations comme les Nations unies (cas du conflit israélo-palestinien ou de la question nucléaire iranienne).
3. **Arbitrage limité** (有限调解型, *youxian tiaojie xing*). En général, il s'agit de questions qui concernent indirectement ou peu les intérêts chinois, pour lesquelles la capacité d'influence de la Chine vis-à-vis des acteurs en question est limitée, l'attention internationale faible, ou le problème difficile à résoudre de façon rapide. Dans ces cas, l'envoi d'un envoyé spécial est « temporaire et symbolique » (临时性象征性和, *linshixing he xiangzhengxing*), comme dans le cas de la Syrie⁷⁸.
4. **Détachement total** (总体超脱型, *zongti chaotuo xing*). La Chine ne participe pas directement à la médiation, mais seulement dans le cadre d'une organisation internationale. Généralement, dans ce cas de figure, le conflit n'intéresse pas la société internationale, ou du moins les grandes puissances, ou bien il est très difficile d'envisager une résolution à court terme. Sun prend l'exemple des crises au Liban, en Somalie,

⁷⁸ L'auteur fait référence à la crise en Syrie en 2012 et au déplacement du ministre Zhai Jun à Damas, afin de « contribuer » (做一些贡献, *zuo yixie gongxian*) à la résolution de la crise et de « jouer un rôle constructif » (建设性的作用, *jianshexing de zuoyong*) dans ce cadre.

au Yémen ou au Bahreïn, où « la Chine n'interviendra jamais comme médiatrice active, mais seulement indirectement à travers les Nations unies ».

Une position « privilégiée » dont il faut profiter

En général, la position de Sun fait écho à la recommandation faite par Wang Yizhou⁷⁹ au gouvernement chinois d'user d'une « interférence médiatrice »⁸⁰. Sun décrit la diplomatie de médiation de la Chine comme un « bien public » que la Chine mettra à disposition de la communauté internationale en tant que puissance engagée à l'international. Comme Wang, il fait appel au développement du système de collecte et de réélaboration de l'information, pour enrichir et perfectionner le savoir sur les questions moyen-orientales. Ce savoir permettra de façonner les principes théoriques d'une diplomatie de médiation « aux couleurs chinoises », de développer une stratégie appropriée, et de poser les fondements d'un modèle d'action. Il rappelle que la position chinoise au Moyen-Orient demeure privilégiée par rapport aux autres puissances, car non seulement cette région ne peut pas être considérée comme la « sphère d'influence » des États-Unis, du Japon, de l'Inde, ou encore de la Russie, mais encore la Chine peut profiter de l'absence d'un « fardeau historique » (历史包袱, *lishi baofu*) d'occupation des territoires du Moyen-Orient. En outre, l'attitude des diplomates chinois serait aussi mieux accueillie que celle de leurs homologues. Plus « patients » (有耐心, *you naixin*), ces

⁷⁹ Wang Yizhou est vice-directeur de l'institut d'études internationales de l'université de Pékin, et vice-président de la *China National Association for International Studies*.

⁸⁰ Voir : Martina Bassan, « L'engagement créatif : la Chine à la recherche d'une nouvelle diplomatie ? », dans , *China Analysis* n°37, janvier-février 2012.

diplomates préfèrent généralement adopter « la pratique de la persuasion et des conseils plutôt que de la pression et de la coercition ».

Cela dit, d'après Sun, il faut quand même être réaliste, et prendre acte du fait que la place du Moyen-Orient dans la diplomatie chinoise demeure encore assez limitée, voire se situe derrière l'Afrique et l'Amérique latine en termes d'importance ; et qu'en Chine, la majorité du monde politique et académique pense encore que les difficultés régionales limitent tout investissement dans une véritable diplomatie de médiation, qui ne serait pour l'instant qu'un grand « gaspillage de ressources ».

爱思想网, *Aisixiang*. Aisixiang est une plateforme d'échange libre d'idées, de partage d'information, et de démocratisation du savoir. Depuis la création d'Aisixiang en janvier 2010, plus d'une centaine d'académiques ont écrit et partagé des articles et des éditos sur divers sujets de l'actualité chinoise.

财经, *Cajjing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Cajjing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

财新网, *Caixinwang*. Site internet du magazine *Xin shiji* (voir ci-dessous), qui propose un contenu original.

凤凰周刊, *Fenghuang Zhoukan*. Hebdomadaire du groupe hongkongais Phoenix Television, qui entretient des relations cordiales avec le gouvernement de la République populaire.

共识网, *Gongshi wang*. Gongshi Wang a été fondé par Lide Gongshi Internet et media technology ltd., tous deux spécialisés dans les études internationales, la gouvernance chinoise et la démocratie, l'histoire contemporaine et les débats d'idées. Le site reprend et rassemble un grand nombre d'articles de divers académiques et experts, dans un grand nombre de disciplines, et vise à procurer un espace et une atmosphère de débat rationnel pour les lecteurs chinois intéressés par les sujets d'actualité.

观点中国, *Guandian Zhongguo*. Dans le cadre de Zhongguo Wang (中国网), journal sous l'autorité du Bureau de l'Information du Conseil d'Etat, et de son Bureau national pour l'Internet et l'information. Fondé en 2000, il publie des articles d'actualité en 10 langues, et constitue un outil d'information, d'échange et de communication international pour les

autorités chinoises.

国际展望, *Guoji zhanwang - World Outlook*. Bimensuel du Shanghai Institute for International Studies (SIS) consacré aux questions stratégiques. Tout en reprenant régulièrement des analyses stratégiques publiées dans la presse américaine, il offre à ses lecteurs des points de vue techniques et stratégiques sur les relations internationales et les systèmes d'armement.

环球时报, *Huanqiu shibao - Global Times*. Ce quotidien publié à Pékin appartient au même groupe de presse que *Le Quotidien du peuple* ; bien informé sur les questions internationales, il propose des analyses originales.

南方都市报, *Nanfang dushi bao*. Quotidien de la ville de Canton fondé en 1997, informé et critique, et publiant régulièrement des enquêtes originales.

南方周末, *Nanfang zhoumo*. Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

人民网, *Renmin wang*. Site internet du *Quotidien du peuple* lancé en 1997. Il présente un contenu original.

上海证券报, *Shanghai zhengjuan bao - Shanghai Securities News*. Journal de l'agence Xinhua News offrant principalement des articles d'information financière, et concernant les marchés financiers chinois. Il publie également certaines informations financières sous la supervision de la CSRC, CIRC et CBRC.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

商业周刊, *Shangye zhoukan - Business Weekly*. Journal taïwanais populaire, fondé en 1987, spécialisé sur les sujets commerciaux, économiques et financiers.

天下雜誌, *Tianxia zazhi - CommonWealth*. Revue taïwanaise spécialisée dans l'actualité financière. Tianxia a été fondé en 1981 par un correspondant du Wall Street Journal à Taipei. Aujourd'hui, le groupe Tianxia compte 4 revues, dont *Commonwealth*.

华尔街日报, *Wall Street Journal Chinese*. Edition chinoise du Wall Street Journal, produisant des articles originaux en langue chinoise, ainsi que des traductions d'articles parus dans la version anglaise.

中国文化报, *Zhonguo wenhua bao*. Journal de chine continentale, le *Zonguo wenhua bao* traite de sujets en relation avec la culture et l'art sous la supervision du Ministère de la culture.

潇湘晨报, *Xiaoxiang chenbao*. Journal local de la province du Hunan.

新浪新闻, *Xinlang xinwen*. Section actualité de *Xinlang wang*, un portail pour les internautes chinois avec plus de 600 millions d'utilisateurs connus.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

自由時報, *Ziyou shibao*. Quotidien de Taïwan, il soutient l'indépendance de l'île et la défense de l'identité nationale taïwanaise contre la Chine. Le quotidien anglophone Taipei Times appartient au même groupe de presse.

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION :

Rédactrice en chef : Agatha Kratz

Auteurs : Martina Bassan, Camille Boullenois, Cheng Gong, Jean-François Di Meglio, Marc Julienne, Agatha Kratz, Tanguy Le Pesant, Flora Lichaa, Liu Keyou, François Quirier, Hugo Winckler.

FABRICATION et DÉVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Impression : ESAT de l'Élan

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : 90 €

commande par n° (TTC) : 20 € (jusqu'au n°23)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/china/analysis

© Asia Centre

71 boulevard Raspail

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°44 - Août 2013

Avant-propos

DOSSIER : ART ET CULTURE EN CHINE

1. L'ouverture des services aux investissements réciproques : quel impact pour les échanges culturels entre les deux rives ? (Tanguy Le Pesant) 5
2. Mo Yan et le prix Nobel de littérature : retour sur la polémique et ses origines (François Quirier) 9
3. Appels à la réforme du marché de l'art chinois (Flora Lichaa) 13
4. La nouvelle image internationale de la Chine à travers le prisme de sa Première dame (Cheng Gong et Liu Keyou) 17

REPÈRES

5. Pétitionner auprès des autorités au péril de sa vie : l'industrie des prisons noires en Chine (Hugo Winckler) 20
6. Au Xinjiang, derrière le développement, le défi du maintien de la stabilité (Marc Julienne) 24
7. Aux origines du chômage des jeunes diplômés : crise conjoncturelle ou facteurs structurels ? (Agatha Kratz) 28
8. La gestion du séisme de Ya'an par le gouvernement chinois (Camille Boulenois) 33

DÉCALAGE

9. L'exemple de Singapour et la recherche de nouveaux modèles (Jean-François Di Meglio) 38
10. La Chine doit développer davantage sa « diplomatie de médiation » au Moyen-Orient (Martina Bassan) 42

